

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2019
Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

URBANISATION

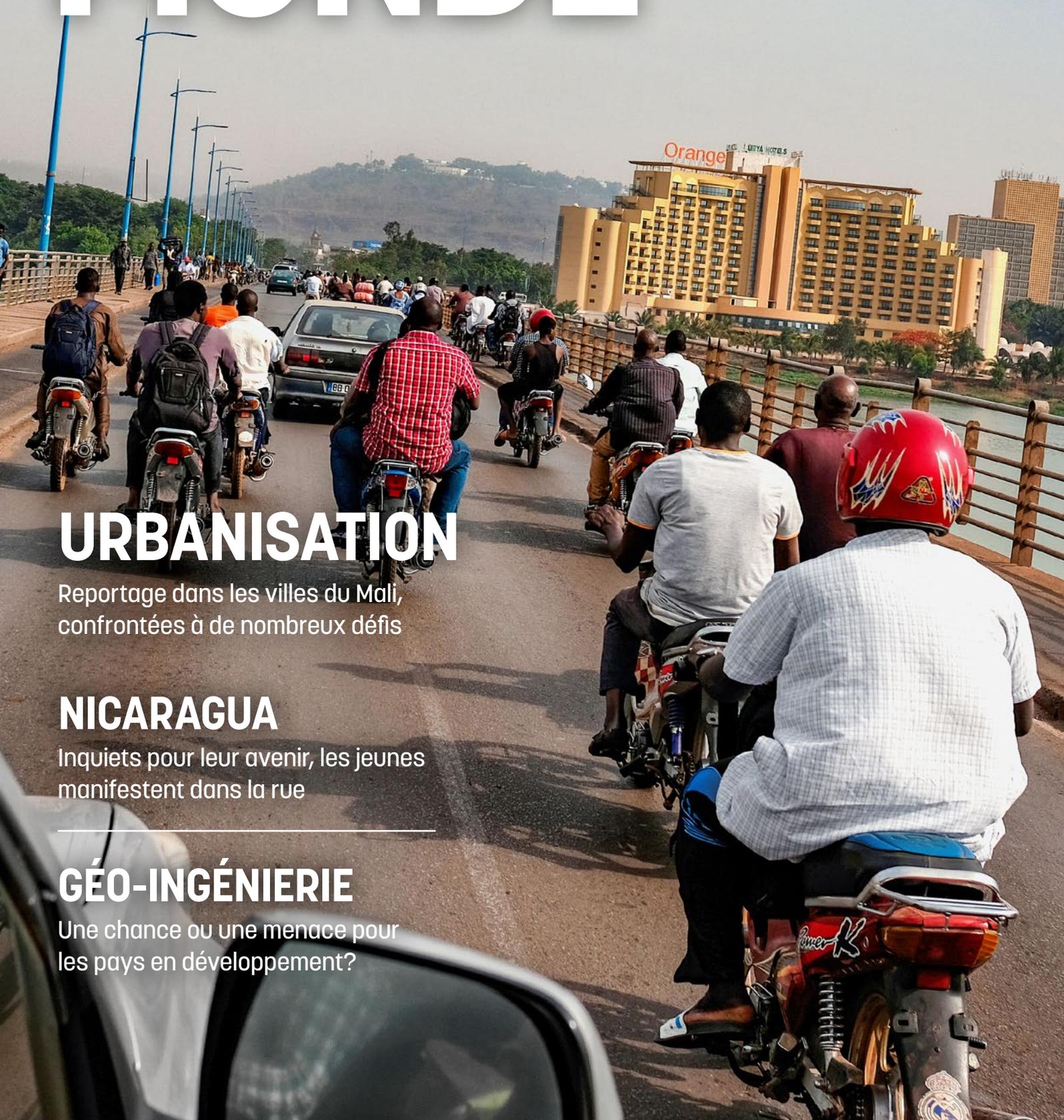
Reportage dans les villes du Mali,
confrontées à de nombreux défis

NICARAGUA

Inquiets pour leur avenir, les jeunes
manifestent dans la rue

GÉO-INGÉNIERIE

Une chance ou une menace pour
les pays en développement?



DOSSIER URBANISATION



8

Mobiliser les citoyens pour organiser les villes

La croissance rapide pose d'énormes défis aux villes du monde entier. Reportage au Mali.

16

Savoir-faire suisse pour un monde urbanisé

La DDC s'engage sous diverses formes pour des villes plus durables dans les pays émergents et en développement.

18

Coopérer par-delà les frontières

La Suisse soutient l'aménagement du territoire à la frontière entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

19

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS NICARAGUA



20

Comment le Nicaragua a plongé dans la crise politique

Depuis avril 2018, les jeunes Nicaraguayens ne cessent de manifester contre le régime Ortega. Ils réclament plus de justice et de démocratie.

24

Sur le terrain avec...

Edita Vokral, directrice du Bureau de coopération suisse à Managua.

25

La jeunesse à l'épreuve de la contestation civile

Maria Alejandra Centeno, l'une des leaders du mouvement étudiant, livre son regard.

DDC



26

Offrir de meilleures chances aux enfants

Au Liban et en Jordanie, une centaine d'écoles ont été rénovées pour que les élèves locaux et syriens puissent, ensemble, cultiver la joie d'apprendre.

29

D'un DVD au « Chili-Club »

Quelque 200 tutoriels vidéo dans 76 langues aident les paysans des pays en développement à approfondir leurs connaissances agricoles.

FORUM



32

Géo-ingénierie : danger ou ultime espoir ?

Les interventions techniques dans le système climatique peuvent être salutaires ou fatales pour les pays en développement.

35

Un tourisme durable et responsable, est-ce possible ?

Les voyages verts et solidaires permettent-ils de préserver les ressources naturelles et de réduire la pauvreté ? Ou est-ce un leurre ?

37

Soutenir l'entrepreneuriat, à certaines conditions

Carte blanche : Alice Nkulikiyinka parle de la création d'entreprises dans son pays d'origine, le Rwanda.

CULTURE



38

Des jeunes créatifs : le potentiel de l'Afrique

La photographe suisse Flurina Rothenberger produit une revue vendue dans le monde entier, présentant les travaux de la jeune génération africaine.

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 31 DDC interne
- 42 Service
- 43 Coup de cœur avec Jean-Philippe Kalonji
- 43 Impressum

URBANISATION: DES OPPORTUNITÉS, DES DÉFIS



Si on demandait à des passants d'indiquer spontanément ce que le mot «urbanisation» leur inspire, le tableau serait sans doute plutôt sombre: promiscuité dans les transports publics, axes engorgés, pollution de l'air, loyers élevés, solitude, bidonvilles à la périphérie des villes dans les pays en développement.

Ces images révèlent une réalité, tant objective que subjective. À court terme, la situation risque, pourtant, de ne pas s'améliorer: chaque semaine, plus de trois millions de personnes à travers le monde quittent la campagne pour la ville, accentuant ainsi les effets néfastes de l'urbanisation. D'ici à 2050, la part de la population globale habitant en zone urbaine - 55% aujourd'hui - grimpera à 68%.

On peut, néanmoins, supposer que ces représentations négatives ne sont que l'un des visages de la ville et que les atouts d'une vie citadine restent, dans l'ensemble, plus nombreux que les inconvénients. Comment expliquer sinon l'attrait irrésistible que les villes exercent de plus en plus sur la population rurale, particulièrement en Afrique et en Asie?

Si les villes sont confrontées à des défis sociaux et écologiques, les facteurs économiques restent de taille. Quelque 80% du produit intérieur brut mondial est généré dans les centres urbains. Ce phénomène s'explique essentiellement par une utilisation plus efficace des infrastructures (transports publics, services de santé, alimentation en eau, etc.), des économies d'échelle dans la production industrielle, un meilleur équilibre de l'offre et de la demande sur le

marché du travail ainsi que des possibilités d'éducation plus grandes.

Les habitants des villes ne bénéficient, cependant, pas tous de manière égale de ces conditions favorables. Un tiers de la population urbaine des pays en développement vit aujourd'hui dans des bidonvilles. D'ici à 2040, la pauvreté concernera pour moitié des citoyens (contre 25% actuellement). La paupérisation touchera donc, dans une plus large mesure, les villes.

Une certitude: ville et campagne interagissent. Une dynamique positive en milieu urbain fait baisser le taux de pauvreté des zones rurales. À l'inverse, la production agricole a un impact sur la sécurité alimentaire et le développement économique des villes.

Ce nouveau numéro d'*Un seul monde* se propose de montrer l'engagement de la DDC dans les pays partenaires pour favoriser les atouts de l'urbanisation et contrer efficacement ses effets néfastes. Les liens économiques et sociaux tissés entre ville et campagne jouent un rôle déterminant: comment intégrer la production agricole aux chaînes de valeur régionales? Comment améliorer la situation des populations quittant la campagne pour la ville?

Le développement des villes doit être durable, résister aux crises et profiter à tous: par quel moyen peut-on améliorer les principaux services publics? Comment préparer efficacement les villes au changement climatique? Quelles mesures permettent d'accroître la sécurité en milieu urbain? Des coopérations de longue date, avec l'EPFZ, l'Université de Genève et des ONG suisses, permettent à la DDC de répondre à ces questions.

Manuel Sager
Directeur de la DDC



© FAO/Julius Tano

UNE MODE BLEUE ET DURABLE

(zs) La mode compte parmi les industries les plus polluantes. Pour la rendre plus durable, l'emploi de matières premières d'origine marine destinées à la poubelle constitue une alternative. Au Kenya, des entreprises produisent du cuir en peau de perche du Nil, un poisson capturé par les communautés défavorisées dans le lac Turkana, pour fabriquer des blousons, des sacs, des robes et des chaussures. « Les vêtements et les accessoires en cuir de poisson sont très résistants et bien plus légers que ceux en cuir de bovin », souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Surtout, ce segment émergent accroît les revenus des pêcheurs et génère des emplois, tout en réduisant les déchets, se félicite la FAO.

LUTTE CONTRE LES FÉMINICIDES

(zs) Une institutrice égorgée devant ses élèves, une adolescente enterrée par son ex-petit ami, une mère poignardée par jalousie : ces crimes ne sont pas fictionnels, mais bien réels en Amérique latine. Celle-ci détient le triste record de féminicides, qui sont l'expression même du machisme : maris, amants ou proches estiment avoir droit de vie ou de mort sur « leur » femme. Pour lutter contre ce fléau, l'Union européenne et les Nations Unies ont lancé l'initiative mondiale Spotlight visant à éliminer toutes les formes de violence à l'encontre des femmes, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'investissement initial se monte à 500 millions d'euros, dont 55 millions sont injectés en Amérique latine. Il porte sur six domaines : la législation sur l'égalité des sexes, le renforcement du cadre institutionnel, la prévention, les services de qualité, la collecte de données et le renforcement du mouvement des femmes.

VERS UN CHEMIN DE L'ÉCOLE PLUS SÛR

(zs) L'Afrique demeure le continent le plus touché par les accidents de la route chez les 5 à 29 ans, selon l'Organisation mondiale de la santé. À Dar es Salaam, la plus grande ville de la Tanzanie, les enfants qui se rendent à l'école

à pied sont régulièrement heurtés par des voitures. Panneaux de signalisation, dos d'âne ou chemins pédestres n'existent pas. Pour remédier à la situation, l'organisation caritative Amend, qui œuvre dans le domaine de la sécurité routière, met en place ces dispositifs, diminuant ainsi de 26% les blessures chez les écoliers. Après le centre économique tanzanien, elle déploie désormais son programme « School Area Road Safety Assessments and Improvements » dans neuf pays africains. Elle défend également auprès des gouvernements « des mesures simples et peu coûteuses qui peuvent sauver des vies », selon le responsable du projet Ayikai Poswayo.

KIT PORTABLE CONTRE LA JAUNISSE

(cz) La jaunisse touche 60% des bébés à travers le monde. Non traitée, elle peut être mortelle ou conduire à de sévères complications telles qu'une paralysie cérébrale ou la surdité. Dans les régions rurales du Pérou, le traitement nécessaire n'est que difficilement accessible. Le taux de lésions cérébrales dues à cette maladie y est jusqu'à vingt fois plus élevé que dans les pays riches. Une méthode révolutionnaire chez les bébés est testée dans une zone reculée des Andes péruviennes avec un kit portable qui comprend notamment une toise colorimétrique et un appareil d'analyse de sang. Objectif : examiner, diagnostiquer et traiter la jaunisse chez 12 000 nouveau-nés au cours des deux prochaines années. « La jaunisse représente un sérieux problème de santé publique au Pérou », indique Fernando Pérez Las-tra, directeur national de l'ONG Inmed Andes, qui met en œuvre ce projet avec le soutien du ministère de la Santé. « Une telle intervention est cruciale : nous devons identifier les cas avant que des complications n'apparaissent. »



  INMED Andes/Hieronymo-Cifliciones

UNE BOÎTE   OUTILS POUR PRÉVENIR LES ÉPIDÉMIES

(cz) Le cyclone Idai au Mozambique a fait des centaines de milliers de sans-abri, privés de nourriture et de soins médicaux. De nombreuses personnes vivent dans des campements de fortune sans accès à l'eau potable et à



© Dessin de Jean-Augustin

l'assainissement. Elles sont exposées à un risque élevé de maladies telles que le choléra, le paludisme et la rougeole. C'est pourquoi l'OMS et le ministère de la Santé du Mozambique ont mis en place le système d'alerte précoce et de réaction rapide «EWARS-in-a-Box». Ce dernier permet de détecter les maladies infectieuses et de réagir rapidement avant que celles-ci n'entraînent des flambées épidémiques. Chaque boîte contient 60 téléphones mobiles, des ordinateurs portables et un serveur local pour relever, signaler et gérer les données médicales. Un générateur solaire permet de recharger téléphones et ordinateurs. Signalements et rumeurs de maladies peuvent ainsi être vérifiés dans les plus brefs délais.

SUIVRE LE BÉTAIL GRÂCE À LA BLOCKCHAIN

(zs) En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une fête sans rôti de porc n'est pas une fête. Ce dernier joue un rôle important dans la culture et l'économie du pays. Les petits éleveurs vendent leur bétail sur les marchés locaux, mais la hausse de la demande offre de nouvelles opportunités à l'échelle mondiale. À condition, toutefois, de prouver que leurs produits répondent aux normes internationales. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Union internationale des communications ont mis au

point un nouveau système de traçabilité du bétail, basé sur la technologie blockchain. Grâce à des étiquettes de radio-identification et à une application pour smartphone, les agriculteurs peuvent conserver des dossiers numériques démontrant que les bêtes ont bien été vaccinées ou ont suivi un régime à base de patate douce par exemple. Ainsi, les consommateurs sont assurés de la qualité de la viande et les éleveurs développent leurs marchés, tout en obtenant un retour sur investissement plus équitable.



© FAO/Gerard Sylvester



Marché informel à Sikasso : les conditions de travail des vendeuses sont mauvaises et l'étalage des produits souvent peu hygiénique. © Samuel Schlaefli



DOSSIER URBANISATION

MOBILISER LES CITOYENS POUR ORGANISER LES VILLES PAGE 8

SAVOIR-FAIRE SUISSE POUR UN MONDE URBANISÉ PAGE 16

COOPÉRER PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES PAGE 18

FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

MOBILISER LES CITOYENS POUR ORGANISER LES VILLES

Capitale du Mali, Bamako connaît une croissance vertigineuse. Elle est prise dans une spirale négative qu'attisent essor démographique, exode rural et crise politique. Principale stratégie face au chaos : décentraliser les infrastructures et renforcer les villes secondaires.

Reportage : Samuel Schlaefli

Bamako, capitale du Mali, s'étend au pied de la colline de Lassa. La ville est traversée par le majestueux fleuve Niger qui relie, sur plus de 4000 kilomètres, cinq États d'Afrique de l'Ouest entre la Guinée et le Nigéria. Magma urbain engloutissant peu à peu les alentours, elle offre un panorama à la fois fascinant et inquiétant. L'étalement urbain est le cauchemar des urbanistes. Plutôt qu'une concentration au cœur de l'agglomération, on observe une extension de la ville à sa périphérie, qui grignote les terres arables et en chasse les agriculteurs. Tout autour, les conséquences sont visibles. Depuis le promontoire somptueux occupé par le gouvernement central malien, baptisé « colline du pouvoir » par la population, on domine la « ravine de pauvreté », gorges où scintillent les toits de tôle ondulée.

Corvée d'eau dans la mégapole

Aujourd'hui, Bamako compte quelque 3,5 millions d'habitants, dix fois plus qu'en 1960, lorsque le pays s'extrayait du joug colonial français. Actuellement, la population double tous les quinze ans. Un phénomène qui s'explique par une croissance démographique de 3% et une moyenne de six enfants par femme, ce qui est élevé, même dans le contexte africain. S'y ajoute un fort exode rural, engendré par les conflits dans le nord et

le centre du pays ainsi que par les sécheresses et les inondations de plus en plus fréquentes en raison du changement climatique. Selon l'ONU, 33% de la population n'ont pas accès à l'eau potable dans la capitale et 78% ne disposent pas d'installations sanitaires.

Il fait plus de 40 degrés fin avril. Les champs qui ceinturent la ville sont en friche, la terre est dure et aride. Pas de pluie digne de ce nom depuis février. La famille Diawara vit à Niamakoro, l'un des plus anciens quartiers de Bamako, « rive droite », comme les habitants appellent cette partie de la ville située au sud du fleuve. Dans la cour commune entourée d'un mur de torchis, trois générations se partagent un foyer, des latrines et, récemment encore, un puits. Celui-ci est à sec depuis plusieurs mois. Pour boire, cuisiner et se laver, la famille doit aller puiser l'eau auprès d'un point d'approvisionnement privé.

Chaque bidon de 20 litres coûte 13 francs CFA, soit quelque 2,5 centimes suisses. Une famille nombreuse en utilise jusqu'à 20 quotidiennement. Dans un pays où 78% des habitants doivent se contenter de moins de deux dollars par jour, le fardeau est physique, mais aussi financier. « Les femmes attendent parfois leur tour pendant des heures », raconte Oumou Traoré. À 19 ans, la jeune femme est responsable du point d'eau

et veille à ce qu'il n'y ait pas de bousculades. Il n'est pas rare que l'endroit soit déjà très animé à quatre heures du matin.

Croissance et urbanisation dissociées

Dans un complexe de bureaux hermétiquement bouclé, hautement surveillé et doté d'un charmant jardin, nous rencontrons Zié Coulibaly, spécialiste en projets d'infrastructure à la Banque mondiale. Depuis des années, il s'occupe d'urbanisation en Afrique de l'Ouest. Il est inquiet : « Ce que nous observons au Mali, ce sont une urbanisation et une croissance économique qui ne vont plus de pair. Avant, notre esprit associait tout naturellement urbanisation et réduction de la pauvreté. Mais, au Mali, la pauvreté augmente en dépit de l'urbanisation. » En principe, la densification urbaine favorise un meilleur accès à des services essentiels tels que l'eau, l'assainissement, l'électricité et l'éducation. Mais le produit intérieur brut (PIB) malien n'a pas suivi la croissance fulgurante de la population urbaine. Au contraire, on observe même une désindustrialisation ces dernières années : si la part de l'industrie de transformation dans le PIB se montait à 28% en 2006, elle atteint tout juste 18% aujourd'hui.

La plupart des nouveaux venus à Bamako recherchent en vain ces emplois que la ville vantait comme son principal atout. Ils sont ainsi plus de 80% à travailler dans le secteur informel. Ils recherchent du plastique dur recyclable dans l'une des grandes décharges. En plein soleil, au milieu des pots d'échappement, ils vendent des oranges ou des sachets d'eau. Ou ils se prostituent, continuellement exposés aux risques de l'exploitation et du SIDA.

Trafic infernal

Professeur de géographie et expert en urbanisation à l'Institut d'économie rurale de Bamako, Samba Dembele voit dans l'absence de planification la principale raison du chaos qui règne dans la ville aujourd'hui: «Les bases

d'un urbanisme durable sont inexistantes.» Bamako ne dispose actuellement ni d'un cadastre ni d'une stratégie claire de développement. Fait particulièrement frustrant, alors que l'Institut et ses unités de recherche possèdent de nombreuses données et un savoir-faire, «aucun échange n'a lieu entre les chercheurs et les services techniques ou l'administration municipale. Le gouvernement ne s'intéresse tout simplement pas à notre travail». Le laisser-faire pratiqué depuis des décennies par le gouvernement représente une lourde hypothèque: «90% des infrastructures urbaines se concentrent aujourd'hui sur la rive gauche», souligne Samba Dembele. Ministères, administration, hôpitaux et commerces se situent quasiment tous au nord du fleuve. Avec des conséquences fatales pour la mobilité: tous les matins, une

marée de taxis jaunes et de minibus bleus, seuls transports publics de la ville, s'ébranle avec des milliers d'autres véhicules vers les trois ponts qui relient les deux rives.

Cette dynamique est renforcée par la construction de logements sociaux uniformes et de plain-pied, qui surgissent depuis quelques années à la périphérie de la ville. Bâti par le gouvernement

Pénurie d'eau dans la capitale Bamako: dans le district de Niamakoro, des femmes et des hommes remplissent leurs bidons en plastique à un point d'eau central.

© Samuel Schlaefli



dans des endroits n'offrant ni emplois ni hôpitaux ni commerces, ils sont habités, la plupart du temps, par des fonctionnaires entretenant de bonnes relations avec les autorités chargées de la répartition des appartements. Comment donc enrayer la spirale dans laquelle Bamako est prise? «Nous devons renforcer la densité au centre et décentraliser les infrastructures ainsi que les services urbains. Il faut également revitaliser les villes secondaires», répond le géographe de 32 ans.

Avec Mariam Sissoko, responsable des programmes au Bureau de coopération de la DDC à Bamako, nous partons visiter les villes secondaires que sont Bougouni, Sikasso, Koutiala et Ségou. Dans ce demi-cercle à l'est de Bamako, vivent quelque 70% des 18,5 millions d'habitants du Mali. État centralisé selon le modèle français, le pays est engagé depuis vingt ans dans un processus de décentralisation, du moins sur le papier. Les compétences et les fonds doivent être transférés par le pouvoir central aux 703 communes du pays, dont 19 communes urbaines. Pour les urbanistes comme Samba Dembele, ce processus recèle un vaste potentiel: une amélioration des infrastructures et des services dans les villes secondaires pourrait atténuer l'énorme pression à laquelle Bamako est soumise.

Développer les villes secondaires

Durant des décennies, les capitales se trouvaient au cœur de l'attention. Comme de nombreuses organisations actives dans le domaine du développe-

ment, l'ONU reconnaît aujourd'hui le rôle majeur des villes secondaires dans la mise en place de centres urbains et d'établissements humains «ouverts à tous, sûrs, résilients et durables», selon l'Objectif de développement durable numéro 11. Le Programme d'appui aux communes urbaines du Mali (Pacum), lancé par la Banque mondiale et doté de 65 millions de francs, vise à stimuler le développement des villes secondaires. La Suisse est le principal partenaire bilatéral, avec une contribution de 18,2 millions de francs.

Sikasso est située à 380 kilomètres au sud-est de Bamako, près de la frontière avec le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Notre route traverse une savane aride et sans fin, avec des buissons épineux et le neem gracile, résistant à la sécheresse. Comptant quelque 350 000 habitants, la ville est la deuxième du Mali et, avec plus de trois millions d'habitants, la région la plus peuplée des huit de ce type dans le pays. Gagner Sikasso, c'est gagner le Mali, dit-on lors d'élections. La proximité des pays voisins et de Bamako constitue un atout pour la ville,

La gare routière principale de Bamako s'est développée de manière informelle. Elle a, depuis longtemps, atteint le maximum de ses capacités.

© Samuel Schlaefli





centre névralgique de l'économie et des transports dans cette contrée.

S'il n'en tenait qu'aux autorités, Sikasso deviendrait métropole régionale d'ici à 2035, offrant des services dans tout le secteur. Mais les défis sont de taille: actuellement, la ville ne dispose que d'un seul hôpital pour quelque deux millions d'habitants urbains et périurbains. Comme le souligne le responsable des services sanitaires, l'unique cardiologue de Sikasso assume souvent plus de 40 consultations par semaine. Et si les onze centres de santé répartis dans les quartiers permettent de décharger l'hôpital central, on n'y pratique que des soins ambulatoires, pas d'interventions chirurgicales.

L'administration municipale occupe un bâtiment ocre, entouré de palmiers dattiers et de bougainvillées pourpres. Des orifices dans les murs et des salles d'attente ouvertes permettent de ventiler quelque peu l'édifice. Le président de la ville et ses proches collaborateurs – exclusivement masculins – nous livrent un aperçu des difficultés de Sikasso en matière d'urbanisation. Adama Ballo, responsable de l'éducation et de la santé, est particulièrement préoccupé

par la situation dans les écoles. « Aujourd'hui encore, nous avons des classes de 120 élèves », explique-t-il.

Ruines

Pour utiliser au mieux les locaux à disposition, l'enseignement est réparti en deux groupes: l'un le matin, l'autre l'après-midi. Au moment de prendre ses fonctions, il y a deux ans et demi, Adama Ballo a visité des écoles dans les dix-sept communes appartenant à la ville. Les établissements s'apparentaient plutôt à des ruines et les enfants travaillaient sous un soleil de plomb.

Grâce au soutien de la Banque mondiale, la ville a construit des salles de classe supplémentaires et la situation s'est légèrement détendue. Mais l'exode rural est important et de nouveaux enfants affluent vers le centre. Ces progrès ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer. Sur son smartphone, Adama Ballo montre un film tourné dans une salle de classe bondée. Les pupitres, prévus pour deux, sont occupés par trois enfants. Entre le premier rang et le tableau noir, trois rangées d'écoliers, assis par terre. Au moment de notre visite, les

écoles sont désertes. Depuis trois mois, les enseignants font grève, ne serait-ce qu'une partie de la journée, en signe de protestation face à la crise politique et aux salaires impayés. Une génération entière se voit privée de formation, ce qui ne fait que renforcer la spirale de la pauvreté.

Jusqu'à présent, Sikasso a bénéficié plus que la moyenne des investissements consentis dans le cadre du programme Pacum. De nouvelles halles de marché ont été construites, des canaux creusés pour évacuer l'eau à la saison des pluies, des routes goudronnées, des écoles et des centres d'hygiène rapidement bâtis. Sur de nombreux plans, la ville a distancé Bamako: la décentralisation y est plus avancée et les investissements dans l'infrastructure urbaine sont soumis à un catalogue de priorités. Le gouvernement central est en train de transférer le système de gestion des déchets à l'administration municipale. Ce dernier sera le plus moderne du pays grâce à l'engagement à long terme d'experts de la coopération au développement belge. Les éboueurs sont bien organisés. La décharge contrôlée de Sikasso entretient plusieurs sites de collecte dans le centre et transporte les déchets par camion

dans un dépôt surveillé de 25 hectares, à la périphérie de la ville. Les ordures y sont grossièrement triées, les déchets biomédicaux incinérés et les résidus stockés dans des silos de béton. Un système qui pourrait faire école à Bamako, où une grande partie des déchets se décompose dans des décharges sauvages, en pleine ville.



À Sikasso, on place aussi de grands espoirs dans le renouvellement des marchés. Nous visitons celui du quartier de Sanabougou: les fonds du programme Pacum ont permis d'aménager des renforcements, sous un long toit de tôle ondulée, avec des présentoirs carrelés de blanc. Mangues, avocats, tomates, poisson et viande y sont disposés. Les 384 stands sont gérés par un exploitant privé, qui verse en retour caution et loyer à la municipalité: 2600 francs alimentent, chaque mois, les caisses de la ville. Les marchés rénovés dans d'autres quartiers génèrent des revenus supplémentaires que l'administration devra réinjecter dans des infrastructures en piteux état. Dans ce contexte d'urbanisation effrénée, l'offre nouvellement créée ne suit pas le rythme de la demande croissante. À l'extérieur, devant les halles, des vendeuses ont à nouveau déployé des étals informels. «Nous ne parvenons à réaliser que 15 à 20% des projets d'infrastructure dont nous avons cruellement besoin, déplore Mahamadou Ouologuem, directeur régional de l'habitat et de l'urbanisme de Sikasso. Les soutiens financiers et les capacités au sein de l'administration font défaut.»

Une confiance accrue

Le manque d'argent comme cause principale d'un développement souffreteux au Mali: l'argument n'est pas neuf pour Mariam Sissoko et ne la convainc pas. L'ingénieure agronome a collaboré, pendant quinze ans, avec des organisations internationales et onusiennes pour le développement avant d'intégrer la DDC. Elle a sillonné le pays, travaillé durant de longues périodes dans plusieurs villes et connaît la plupart des présidents de villes et de communes par ses activités antérieures. Elle ne cache pas que l'attitude de ses propres compatriotes la décourage parfois: «Beaucoup n'ont jamais appris à assumer des responsabilités: ils attendent des temps meilleurs et croient que seul le gouvernement pourra améliorer leurs conditions de vie.» S'ajoutent à cela l'incompétence



Le maire de Koutiala, Oumar Dembelé (à gauche), remercie la Suisse pour ses investissements dans les infrastructures, l'éducation et les processus participatifs. Les représentants des associations de quartier (photo du haut) contribuent aux besoins de leur quartier en matière d'urbanisme. Sur la photo de droite, se tiennent les concepteurs de la nouvelle gare routière de Bougouni.

© Samuel Schlaefli (3)

et la corruption des élites politiques. Malgré tout, Mariam Sissoko demeure convaincue que le programme Pacum permet de faire régulièrement des progrès vers une urbanisation plus durable. Koutiala, prochaine étape de notre circuit, en serait le parfait exemple.

Un peu plus de 200 000 personnes vivent aujourd'hui dans la troisième ville du



Mali, soit deux fois plus qu'il y a vingt ans. Nous entrons dans la ville en début d'après-midi. La chaleur est encore plus accablante qu'à Bamako, les rues poussiéreuses quasiment désertes. La Suisse est présente ici depuis 2003. Une visite au maire de la ville, Oumar Dembelé, un géant d'une extrême maigreur, tout de noir vêtu, permet de mesurer la gratitude suscitée par cet engagement. Dans son bureau, drapeaux suisse et malien s'entrecroisent. Le soutien de la Suisse est vital, affirme-t-il. Pour cette année, la contribution helvétique au programme Pacum représente grosso modo le double des revenus de la ville et celle du pouvoir central cumulés.

Tôt ce matin-là, une délégation du Comité de développement de quartier (CDQ) nous attend dans une salle de réunion, au premier étage de l'administration municipale. Seize représen-



tants de quartier sur trente sont venus, dont quatre femmes. Le CDQ a été mis sur pied pendant plusieurs années par un collaborateur de la DDC, basé à Koutiala, avec une ONG locale. À l'époque, ils sont allés dans les quartiers, ont parlé avec les chefs traditionnels et organisé l'élection de représentants, formés par la suite pour travailler avec la mairie. Depuis, les décisions quant aux investissements d'infrastructure financés par la contribution suisse au programme Pacum font l'objet d'un consensus lors des séances du conseil communal.

Adama Tangara, cheveux poivre et sel et boubou argenté, représente le quartier Darsalam I: «Notre principal pro-

blème était les inondations à la saison des pluies. Des lotissements entiers étaient emportés par les eaux, on devait évacuer les personnes sinistrées dans des écoles», souligne-t-il. Son quartier a ainsi proposé de faire de la mise en place de canaux de drainage un investissement prioritaire: «Depuis, nous avons bien moins de problèmes. Le quartier tout entier en a profité.» Le CDQ a aussi renforcé les liens ainsi que la confiance entre l'administration municipale et les habitants des quartiers.

Oumar Dembelé le confirme. Lorsqu'il mandate une entreprise privée pour construire un réservoir d'eau de pluie ou une boucherie, les habitants du

quartier surveillent les travaux de près. Au point qu'il reçoit même des réclamations si une société s'aventure à utiliser un sable de moindre qualité pour la construction d'un mur. «Aujourd'hui, les citoyens se sentent aussi responsables», se félicite-t-il.

Koutiala constituait un projet pilote. Depuis, l'approche participative a été appliquée à d'autres villes par la Banque mondiale, relève Mariam Sissoko, non sans fierté. «Des experts de Washington sont venus au Mali, ils ont observé différents projets et constaté que certains marchaient, d'autres pas. L'explication ne s'est pas fait attendre: tout dépend du degré de participation.»



Nouvelle infrastructure pour Sikasso: la nouvelle halle du marché dans le quartier de Sanabougou (ci-dessous) offre de l'ombre aux vendeurs et plus d'hygiène aux aliments. À droite, les responsables présentent les installations de traitement des eaux usées de la décharge.

© Samuel Schlaefli (2)



La participation nécessite une bonne dose de patience ainsi qu'une politique qui la favorise. «Dans la capitale, le gouvernement construit souvent des choses que personne n'a demandées», confie Mahamoudou Wadidié. Le directeur général de l'Agence de développement régional nous a été présenté comme une véritable encyclopédie de l'urbanisation. Depuis vingt ans, on parle de décentraliser et de renforcer les communes et les quartiers: «Il y a même un service chargé de ces questions au gouvernement!» Mais, à Bamako en particulier, le gouvernement n'a pas su impliquer les habitants dans le développement de la ville ni les mobiliser pour enrayer la spirale dans laquelle l'urbanisation s'est enlisée. Un échec lourd de conséquences: «Nos forêts disparaissent, nos fleuves rétrécissent et les décharges gonflent, déplore Mahamoudou Wadidié. Il n'est pas encore trop tard, mais la catastrophe est programmée.» ■

SAVOIR-FAIRE SUISSE POUR UN MONDE URBANISÉ

Mieux connaître la migration en zone urbaine, prévenir les inondations et adopter des normes de construction pour réduire les émissions de CO₂ : la DDC s'engage, sur de nombreux plans, pour des villes plus durables dans les pays émergents ou en développement.

(sch) Actuellement, quelque 4,2 milliards de personnes vivent en ville, soit 55% de la population mondiale. D'ici à 2050, la population urbaine devrait atteindre 68%. Un défi de taille, surtout pour les pays en développement, où urbanisation et développement économique ne vont plus forcément de pair. Le rôle des villes sera de plus en plus décisif pour la coopération au développement. C'est pourquoi la Suisse a manifesté son attachement au Nouveau Programme pour les villes, adopté en 2016 à Quito par les pays membres de l'ONU lors de la conférence Habitat III. Ce programme dessine les contours d'une urbanisation durable jusqu'en 2036 et se réfère à l'Objectif numéro 11 de l'Agenda 2030: des villes et des établissements humains «ouverts à tous, sûrs, résilients et durables».

Migration et urbanisation

Croissance démographique naturelle mise à part, l'exode rural est désormais le moteur principal de l'urbanisation. S'y ajoutent les réfugiés, dont 60% vivent dans un environnement urbain. Ainsi, la DDC a entamé une coopération avec l'EPFZ sur le thème de la migration urbaine. Ce programme de recherche complet permettra d'éclairer l'interaction entre dynamiques migratoires et processus d'urbanisation.

À cet effet, une étude de cas se penchera sur le corridor migratoire Lagos-Abidjan, largement urbanisé, en Afrique de l'Ouest. Ses conclusions devraient aider les municipalités, mieux informées, à réagir judicieusement à la migration urbaine. L'objectif est aussi de prendre

en compte le potentiel social, économique et culturel des migrants dans la planification urbaine.

Bâtiments moins gourmands, administrations plus efficaces

Aujourd'hui, les villes consomment environ deux tiers des ressources énergétiques mondiales et rejettent 70% des gaz à effet de serre. À la demande du gouvernement indien, la DDC aide le pays depuis les années 1990 à améliorer son efficacité énergétique, notamment dans le secteur du bâtiment. La première norme indienne d'efficacité énergétique pour les bâtiments résidentiels a été élaborée dans le cadre du «Building Energy Efficiency Project». Adoptée en décembre 2018 par le gouvernement, elle devrait permettre d'économiser 100 millions de tonnes de CO₂ d'ici à 2030, soit presque l'équivalent des émissions annuelles de la Suisse.

Coimbatore, Rajkot, Siliguri et Udaipur, villes partenaires, seront soutenues sur la voie d'un urbanisme générant peu d'émissions de dioxyde de carbone et d'une adaptation au changement climatique. Le projet «CapaCITIES» vise à renforcer les capacités de gestion des municipalités, à former les acteurs clés et à mettre en commun les expériences des différentes villes indiennes.

Dans les pays en voie de développement, de nombreux bidonvilles apparaissent à la périphérie des villes, avec un accès insuffisant aux denrées alimentaires. Dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le programme «Democratizing the future of far-

ming» de la DDC consolide les liens économiques entre agriculteurs et villes pauvres en Inde, au Népal et au Bangladesh. Un autre projet, chargé de favoriser la circulation de denrées alimentaires entre zones urbaines et rurales en Afrique, a été initié en 2019 avec l'EPFZ. Il prévoit notamment l'utilisation de déchets organiques pour fertiliser les sols et accroître ainsi la productivité agricole.

Investir durablement dans les infrastructures

Selon le Message sur la coopération internationale de la Suisse, le Seco a, depuis 2013, pour mandat explicite d'accompagner les villes vers un développement urbain intégré. Il finance actuellement 24 projets ou programmes, pour un budget global de 150 millions de francs. Les villes sont secondées dans leur planification et leurs décisions en matière d'urbanisme et d'investissements d'infrastructure. Les mécanismes de financement publics et privés d'infrastructures urbaines se voient aussi renforcés. Trois thèmes bénéficient d'une attention particulière: la mobilité urbaine, la gestion de l'énergie et l'amélioration de la résilience face au changement climatique.

Le «City Resilience Program», mis en place par le Seco et la Banque mondiale, soutient trente villes dans la préparation à d'éventuelles catastrophes naturelles. Dans la ville vietnamienne de Can Tho par exemple, les inondations sont fréquentes à la saison des pluies. Les quartiers informels sont les plus touchés. Grâce à un système d'informa-



tion géographique, le Seco aide la ville à localiser avec précision les risques d'inondation et à les analyser. Sur cette base, les autorités améliorent la gestion des risques et la lutte contre les crues. Elles peuvent également mieux définir les priorités ainsi que les investissements nécessaires. ■

L'EPFZ mène un vaste projet de recherche dans le corridor migratoire ouest-africain fortement urbanisé entre Lagos (photo) et Abidjan. L'objectif est d'éclairer l'interaction entre dynamiques migratoires et processus d'urbanisation.

© Grabka/Laif

COOPÉRER PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

La Suisse soutient l'aménagement du territoire en Afrique de l'Ouest. Des infrastructures dont la région a besoin de toute urgence sont mises en place à la frontière entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

(sch) En Afrique de l'Ouest, de nombreuses frontières sont le résultat d'un tracé arbitraire dessiné par les puissances coloniales. Aujourd'hui encore, elles sont perçues par les frontaliers comme un obstacle. Elles constituent une entrave à la libre circulation des personnes et des marchandises ainsi qu'à l'intégration régionale. Elles freinent, de plus, le développement économique. Soutenu par la Suisse, le Programme de coopération transfrontalière locale promeut l'intégration régionale par-delà les frontières, en collaboration avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Dans un premier temps, une étude a déterminé, pour les secteurs de l'agriculture, de la formation et de la santé, les atouts et les faiblesses d'une zone de 165 000 kilomètres carrés et de plus de 7,5 millions d'habitants, partagée entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. L'analyse montre que le fort potentiel économique de la région, avec les capitales Bamako, Ouagadou-

gou et Abidjan, n'est que partiellement exploité.

Cet état de fait s'explique d'abord par l'état des routes. Les petits axes interrégionaux en particulier sont souvent en mauvais état et parfois impraticables à la saison des pluies. Les denrées alimentaires s'abîment avant d'atteindre les marchés locaux. L'analyse a aussi révélé que, dans la plupart des régions, la demande en hôpitaux, en écoles et en installations sanitaires était grande. Plusieurs ateliers rassemblant des représentants des communes, des villes des régions et de la société civile ont permis de définir six zones transfrontalières prioritaires. Dix-huit projets concrets, dont huit concernant l'aménagement de tronçons principaux sur 850 kilomètres, ont été sélectionnés.

Gestion de l'eau

Parmi les projets retenus, d'autres portent sur l'amélioration de la gestion

de l'eau dans une zone entre le Mali et le Burkina Faso, vitale pour l'agriculture. Quatre centres d'hygiène transfrontaliers sont, par ailleurs, prévus. Pour les années à venir, l'investissement se chiffre à quelque 45 670 millions de francs CFA (79 millions de francs suisses). Trois projets seront financés directement par la Suisse, avec un budget de 5,5 millions de francs. Pour tous les autres, l'organisation faîtière des régions concernées s'efforce actuellement de mobiliser des fonds. ■

Marché informel dans la ville secondaire de Sikasso, au Mali. Pour les producteurs, les trajets vers les marchés sont souvent longs et pénibles.

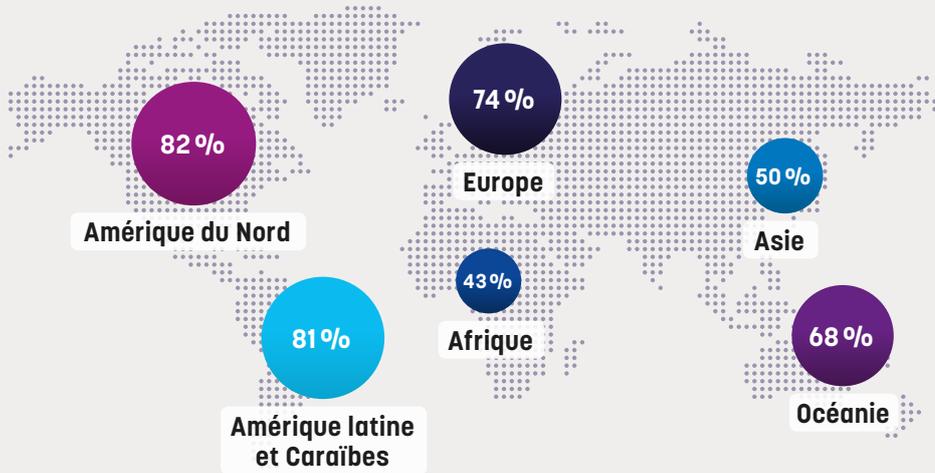
© Samuel Schlaefli



FAITS ET CHIFFRES

Où les citoyens sont-ils les plus nombreux ?

(Part de la population située en région urbaine dans le monde)



Les principales villes du monde

(agglomération comprise, en millions)



« Comprendre les principales tendances en matière d'urbanisation pour les années à venir est primordial si nous voulons mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour un développement durable. »

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU

Chiffres clés

- On comptait **751** millions de citoyens en **1950**, contre **4,2** milliards en **2018**.
- En **2018**, **55 %** de la population mondiale vivaient en ville; en **2050**, cette proportion dépassera **68 %** selon les prévisions de l'ONU.
- Près de la moitié de la population urbaine mondiale vit aujourd'hui dans des villes de moins de **500 000** habitants.
- Un peu plus de **12 %** de la population mondiale vivent dans **33** mégapoles (plus de **10** millions d'habitants).
- On estime qu'il y aura **43** mégapoles d'ici à **2030**, la plupart dans des pays en développement.
- D'ici à **2050**, **2,5** milliards de personnes supplémentaires, dont **90 %** en Asie et en Afrique, habiteront dans des villes. Quelque **35 %** de cette croissance concernera trois États : l'Inde (**+416** millions), la Chine (**+255** millions) et le Nigéria (**+189** millions).

Sources et liens

World Cities Report: <http://wcr.unhabitat.org>

Établi par ONU-Habitat, le rapport *World Cities Report* analyse les tendances en matière d'urbanisation à travers le monde ces vingt dernières années.

DESA: www.un.org/development/desa

Les rapports annuels du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU fournissent les derniers chiffres relatifs à l'urbanisation dans le monde.

Mercer: <https://mobilityexchange.mercer.com>

Le cabinet de conseil Mercer publie, chaque année, un classement des villes offrant la meilleure qualité de vie.

New Urban Agenda: <http://habitat3.org>

Le Nouveau Programme pour les villes présente une vision commune des États membres de l'ONU, celle d'un avenir durable dans les villes.



COMMENT LE NICARAGUA A PLONGÉ DANS LA CRISE POLITIQUE

Depuis avril 2018, les jeunes Nicaraguayens protestent sans relâche contre le régime Ortega. Soutenus par une part croissante de la population, ils dénoncent le manque de perspectives. Tendances autoritaires du président, népotisme, effondrement économique et chômage paralysent le pays.

Texte : Michael Castritius

En avril 2018, un incendie a ravagé la réserve biologique d'Indio Maíz, au sud-ouest du Nicaragua. Quelque 5500 hectares de forêt tropicale sont partis en fumée. L'inaction du gouvernement a poussé des groupes d'étudiants et d'écologistes à manifester. Les autorités ont même refusé l'entrée dans le pays à des spécialistes des incendies forestiers venus du Costa Rica voisin. Lesquels souhaitaient traverser le Rio San Juan, le fleuve marquant la frontière entre les deux États.

Le président Daniel Ortega a attisé les tensions politico-sociales. Pour renflouer l'Institut de sécurité sociale au bord de la faillite, il a annoncé des hausses massives des cotisations de retraite. De nombreux Nicaraguayens à travers tout le pays se sont, dès lors, joints aux jeunes manifestants. Le feu de forêt s'est mué en incendie politique.

La résistance a perduré, alors même que l'incendie initial était éteint et que le président a renoncé à sa réforme sociale. «Daniel Ortega doit partir», ont continué à scander les protestataires. Le président a violemment réprimé les premières manifestations: des policiers lourdement armés ont cherché à disperser les manifestants, des groupes paramilitaires ont brutalisé femmes,

jeunes et retraités. Des tireurs d'élite ont répandu la terreur. Le bilan est sanglant: 350 morts, plus de 1000 blessés, des centaines de manifestants arrêtés, dont beaucoup ont été soumis à la torture.

Résistance clandestine

Alors que les violences se poursuivaient, de nombreux étudiants se sont retranchés dans les universités. Des médecins en formation ont soigné les blessés et les victimes de tortures qui craignaient de se rendre à l'hôpital. Le gouvernement a finalement interdit les manifestations, arguant qu'elles constituaient une menace pour la paix. Quiconque brave cette interdiction risque une lourde peine de prison. Une résistance publique contre les policiers armés et les troupes violentes du parti présidentiel n'est plus possible. Près de 40 000 activistes ont fui leur patrie; la plupart ont trouvé refuge au Costa Rica. Un calme inquiétant règne dans le pays. Un silence de mort.

Des négociations ont eu lieu sous l'égide de l'Église catholique, sans succès. Daniel Ortega souhaitait gagner du temps et améliorer son image. Le dictateur a refusé élections anticipées et démission. L'évêque auxiliaire Silvio Baez,

qui s'est fortement engagé auprès des jeunes, a été rappelé au Vatican après des menaces de mort. «Au Nicaragua, beaucoup sont devenus des assassins pour quelques billets de banque, déplore le prélat. C'est diabolique.»

La résistance se poursuit dans la clandestinité. Yesenia (prénom modifié par la rédaction), 20 ans, craint de retourner en prison. Reprendre ses études n'est pas une option pour elle. «Depuis l'an dernier, nous sommes en fuite permanente, explique-t-elle. La peur de mourir est notre compagne quotidienne.» Dans un appartement de la résistance, elle planifie avec ses camarades de classe les prochaines actions. Beaucoup ont quitté leur famille pour ne pas les mettre en danger. «Nous ne pouvons plus crier, comme en avril 2018, mais sommes devenus une voix murmurante au Nicaragua», indique Yesenia. Les jeunes ne se préoccupent que d'une seule chose: leur avenir, qu'ils voient en noir sous le régime Ortega.

Paradoxalement, c'est contre un vétéran de la révolution, aujourd'hui âgé de 73 ans et ayant contribué à renverser une dictature, que se soulève la jeunesse nicaraguayenne. En 1979, le Front sandiniste de libération nationale a débouloché le dictateur Anastasio Somoza.



De nombreuses familles au Nicaragua ne survivent que grâce à la vente dans la rue.

© Alex Garcia/Redux/laif

Près d'un an plus tard, la formation a assassiné l'ancien chef d'État en exil au Paraguay. Daniel Ortega a dirigé la junte de gouvernement de reconstruction nationale, avant d'être élu président en 1985. Le Nicaragua était, à l'époque, pour les gauchistes du monde entier le symbole de la lutte en faveur de la liberté et des conquêtes sociales. Le petit pays a, toutefois, rapidement dû faire

face à une guérilla de forces contre-révolutionnaires massivement soutenues par les États-Unis. Le rythme de développement a ralenti, le gouvernement socialiste s'est rigidifié et n'a pas été réélu en 1990. Les dirigeants sandinistes ont alors puisé dans les caisses de l'État avant de céder le pouvoir. Daniel Ortega s'est porté candidat à chaque élection présidentielle qui a suivi.

ERNESTO CARDENAL, LA CONSCIENCE DU NICARAGUA

Ses œuvres littéraires sont célèbres. *L'Évangile de Solentiname* d'Ernesto Cardenal faisait partie, avec la Bible, de l'attirail des révolutionnaires sandinistes qui ont renversé, en 1979, la famille Somoza alors au pouvoir. Prêtre et poète, Ernesto Cardenal a été ministre de la Culture au sein du premier gouvernement Ortega. Aujourd'hui âgé

de 94 ans, l'homme est une légende. Il a accusé Daniel Ortega d'être devenu un « mafioso staliniste » et son régime une dictature familiale. Son diagnostic est sans appel : schizophrénie. Les membres de sa famille occupent d'importantes et lucratives positions. Daniel Ortega a trahi le sandinisme, estime Ernesto Cardenal. Lui et ses proches se

sont approprié des terres, des maisons et des entreprises. Ils ont noué des alliances avec les ultra-conservateurs et les grandes fortunes. C'est incroyable, surréaliste et complètement fou, juge le poète. Et d'ajouter avec nostalgie : « Il y a eu une révolution pendant dix ans, une très belle révolution. Nous l'avons perdue. »

Après trois échecs, il a changé radicalement de stratégie. Il a noué des alliances avec l'extrême-droite, notamment l'ancien président Arnoldo Alemán condamné pour corruption. Il a accepté d'être béni par l'archevêque conservateur Miguel Obando y Bravo, qu'il a autrefois combattu, avant de soutenir une interdiction de l'avortement au Parlement. Daniel Ortega a également réussi à faire changer la loi électorale en sa faveur et a été réélu en 2007. Depuis lors, il s'accroche au pouvoir: il place ses sympathisants au Conseil électoral et à la Cour suprême, entrave l'opposition et manipule les élections.

Le président Ortega s'exprime comme un socialiste, est lié aux gouvernements cubain et vénézuélien, mais règne comme un autocrate néolibéral. Ses proches occupent les postes importants du gouvernement, de l'économie, de l'armée, de la justice et des médias. Son épouse, Rosario Murillo, est la vice-présidente du pays. Elle cultive une apparence ésotérique, arborant des colliers hippies, et s'adresse presque quotidiennement au peuple via son émission radiophonique à midi. «Paix, amour, ensemble» est sa devise. Tout autre est le message des armes des tireurs d'élite.

Néolibéralisme du 21^e siècle

Au départ pourtant, les programmes sociaux aidaient les plus pauvres. Martha Patricia Sánchez, femme au foyer, a reçu du gouvernement une petite maison. Sa «Casa del Pueblo Solidario» (maison du peuple solidaire) mesure 30 mètres carrés. Divisée en trois pièces, elle est équipée d'une cuisinière à gaz et d'un frigo. Elle est raccordée au réseau d'eau potable et possède un toit étanche: un net progrès par rapport à la misérable cabane dans laquelle elle vivait auparavant. Les murs étaient en carton ondulé; il pleuvait à l'intérieur.

«J'ai vécu dans l'insécurité pendant vingt-quatre ans, raconte-t-elle. J'avais continuellement peur d'être expulsée.

Maintenant, j'ai des papiers. Daniel Ortega nous a donné un titre de propriété.» Au Nicaragua, le socialisme vénézuélien du 21^e siècle s'est doté d'une composante néolibérale: aider les pauvres, faire des affaires avec les riches. Cette stratégie a fonctionné aussi longtemps que le pays a pu se fournir en pétrole vénézuélien bon marché. L'ONU a attesté de progrès dans le domaine de la formation et de la santé. En comparaison avec d'autres pays d'Amérique centrale, comme le Honduras, le Salvador ou le Guatemala, le taux de criminalité violente était faible et les gangs de jeunes s'avéraient marginaux. Sur le plan économique, la situation s'améliorerait peu à peu et le tourisme apportait des devises étrangères dans le pays.

Daniel Ortega a construit un château de cartes qui s'est effondré lorsque le prix du pétrole vénézuélien a chuté, relève l'économiste Adolfo Acevedo. La coopération avec le Venezuela a rapporté 550 millions de dollars par an, un énorme montant pour un petit pays: «Quand cette source s'est tarie, l'économie a ralenti et les secteurs de l'automobile et de la construction se sont écroulés. Le chômage a augmenté. Les pertes ont remplacé les gains.» La réforme abandonnée du système de sécurité sociale aurait, de plus, pesé sur les retraités et les personnes à faible revenu en particulier.

À Olominapa, au nord-est de la capitale, il fait chaud et sec. Mireya Castro Martínez, 16 ans, se sent impuissante. Elle ne peut aller à l'école que le dimanche, car sa famille de douze personnes dépend de son travail. Elle essaie de faire pousser tomates, oignons et concombres dans la terre poussiéreuse. «Je rêve de pouvoir étudier davantage», dit-elle. Dans l'idéal, elle souhaite aller à l'université à Managua. Mais le feu de la révolution y couve toujours. ■

Michael Castritius a été le correspondant en Amérique du Sud et aux Caraïbes de la radio allemande ARD de 2005 à 2010. Aujourd'hui journaliste indépendant, il vit au Mexique.

NICARAGUA EN BREF

Nom

République du Nicaragua

Superficie

130 373 km²

Capitale

Managua

Population

6,4 millions

30 % des Nicaraguayens vivent sous le seuil de pauvreté; près de la moitié d'entre eux a moins de 25 ans

Âge moyen: 26,2 ans

Langues

Espagnol: 95 %

Créole (anglo-antillais) et

langues indigènes: 5 %

Religions

Catholiques romains: 50 %

Communautés protestantes:

33 % (en pleine expansion)

Autres ou athées: 17 %

Économie

Deuxième pays le plus pauvre

d'Amérique, après Haïti

Exportations: viande de boeuf, café et autres produits agricoles, or, textiles

Dangers naturels

Séismes

Éruptions volcaniques

Inondations et glissements de terrains à la suite d'ouragans



Sur le terrain avec ...

EDITA VOKRAL

DIRECTRICE DU BUREAU DE COOPÉRATION SUISSE À MANAGUA, AU NICARAGUA

Propos recueillis par Christian Zeier

Lorsque la crise a éclaté en avril 2018, nous avons vécu des mois dramatiques qui nous ont mis à l'épreuve, tant sur le plan professionnel que personnel. Les manifestations contre la réforme de la sécurité sociale s'est rapidement muée en vaste soulèvement pour plus de démocratie et de justice. Des défilés de protestation ont eu lieu dans tout le pays. Des routes importantes ont été barricadées, entravant la circulation. L'incertitude était grande: pendant plusieurs semaines, le pays a oscillé entre

Certes, les gens peuvent à nouveau se déplacer librement et l'approvisionnement en marchandises s'est normalisé. Toutefois, une violente répression a été mise en place et de nombreuses arrestations politiques ont eu lieu. Les médias indépendants ont été réduits au silence. Les manifestations ne sont plus autorisées: tout protestataire risque d'être arrêté sur le champ.

Le Bureau de coopération suisse à Managua est situé près d'un grand rond-point, un lieu de rassemblement important de l'opposition. Il est surveillé jour et nuit par la police. En tant que diplomate, je ne risque rien, mais les employés locaux peuvent être retenus et fouillés. Les téléphones portables sont contrôlés. Un message WhatsApp critique envers le gouvernement peut mener à de sérieux ennuis.

L'insécurité signifie la fin des investissements et du tourisme, source de devises étrangères. De nombreuses personnes ont perdu leur travail. Et celles qui possèdent un emploi doivent souvent subvenir aux besoins de deux ou de trois familles. Les salaires nets ont baissé, alors que les prix ont augmenté. Nous ressentons ce stress dans notre travail quotidien lorsque les collaborateurs nous font part de leurs inquiétudes. Je me demande tous les jours: combien de temps encore le pays peut-il tenir? Combien de temps encore la résistance restera-t-elle pacifique?

Le conflit représente un défi pour la direction du Bureau de coopération suisse à plusieurs égards. Les questions de sécurité sont devenues prioritaires et nous avons dû modifier, dans l'urgence, un programme reposant sur la collaboration avec le gouvernement. La crise a laissé des traces psychologiques sur les

trente-cinq employés. Nous avons ainsi accordé beaucoup de place à l'analyse commune de la situation et aux discussions ouvertes. Nous essayons de créer une atmosphère de travail positive et proposons un soutien psychologique.

L'un des aspects positifs de la crise est que les manifestations contre le régime sont demeurées pacifiques. Jeunes et moins jeunes, agriculteurs, étudiants, représentants de la classe moyenne et entrepreneurs ont fait entendre leurs intérêts politiques. La population nicaraguayenne a longuement souffert de la guerre. Elle ne souhaite plus de conflit armé. ■

AIDE HUMANITAIRE ET PROMOTION DU DIALOGUE

Avant la crise, la plupart des programmes étaient implémentés en étroite collaboration avec le gouvernement. « Nous posions des objectifs communs et atteignons de bons résultats », indique Edita Vokral, directrice du Bureau de coopération suisse au Nicaragua. L'économie était en pleine croissance et la lutte contre la pauvreté enregistrait des succès. Mais le développement n'a pas duré. » En réaction à la crise, les projets de la DDC ont été suspendus. Le dialogue avec le gouvernement se poursuit néanmoins. « C'est important pour pouvoir appeler au respect des droits fondamentaux », explique Mme Vokral. Des activités ont été lancées dans les domaines de l'aide humanitaire et de la promotion du dialogue. L'engagement en faveur des droits humains et de la culture a été renforcé. Cette dernière, note Edita Vokral, est souvent l'ultime refuge d'une société au sein de laquelle les voix dissidentes sont réduites au silence.



renversement pacifique, effondrement de l'État et guerre civile.

Fin mai, tout Managua était entouré de barricades. Les employés des villes voisines ne pouvaient plus venir travailler. Dans le Bureau de coopération suisse, nous avons effectué des réserves d'eau, de nourriture, de matelas et de carburant et nous sommes préparés au pire. Les visites de projets sur le terrain ont été suspendues, de même que les paiements aux partenaires gouvernementaux. La collaboration avec les organisations de défense des droits humains a été renforcée. En juillet de l'an dernier, le gouvernement a démonté par la force les barricades et le président Daniel Ortega a annoncé le « retour à la normale ».

Voix du ... Nicaragua

LA JEUNESSE À L'ÉPREUVE DE LA CONTESTATION CIVILE

Le 19 avril 2018, le Nicaragua s'est révéilé à moi sous un jour qui m'était totalement étranger. Un Nicaragua qui ressemblait à celui des récits que mes grands-parents m'avaient faits de la révolution armée de 1979. Alors que je fuyais devant les balles de caoutchouc et les bombes lacrymogènes que nous lançaient les forces anti-émeutes dans le secteur de l'Université centraméricaine, le Nicaragua de mon enfance, celui où je pouvais courir en toute liberté, s'effaçait pour se confondre avec les



MARIA ALEJANDRA CENTENO, 20 ans, a étudié les sciences politiques et les relations internationales à Managua. En raison de son engagement politique, elle a été renvoyée de l'Université d'État en 2018 pour « vandalisme ». Son parcours académique a été interrompu, sa famille ne pouvant pas financer des études dans une université privée. En tant que représentante des étudiants, elle est membre de l'équipe de négociation de l'opposition « Alliance civile », dans laquelle elle s'engage à temps plein. Pendant ses heures libres, elle lit des romans pour échapper aux problèmes du pays. Plus tard, elle souhaite se lancer dans la diplomatie.

images d'un passé violent. Poussés par l'indignation, la solidarité et l'amour de la vie que nous connaissions jusque-là, nous sommes descendus en masse dans la rue pour réclamer des changements en scandant: «Qu'il parte!» Cette injonction s'adressait au président Daniel Ortega. Nous nous mettions en marche et plus rien ne pouvait nous arrêter.

L'un des éléments déclencheurs de la crise d'avril a été la réforme controversée des retraites du président. Mais onze ans d'abus de pouvoir, de violations des droits humains, de mépris de la séparation des pouvoirs et de tentatives de faire taire toute voix critique ont précédé cette crise. Nous, étudiants, sommes ainsi entrés en contact avec les mouvements paysans, environnementaux et féministes notamment pour défendre une même cause: la justice et la démocratie.

Spontané et désordonné, le soulèvement était l'expression d'un malaise généralisé au sein de la population. Puis, le mouvement de protestation s'est peu à peu organisé et consolidé. Les premières réunions ont permis de rassembler des étudiants de différentes universités qui ne se connaissaient pas jusque-là. Nous avons formé des comités d'étudiants dans les communes du pays, avant de procéder à l'élection de nos porte-parole, à la répartition des tâches et à l'organisation de forums. Nous avons investi dans l'éducation politique, puisque nous étions tous des jeunes sans expérience dans le domaine. Chaque réunion était en soi un processus d'apprentissage. Au fil des mois, nous avons organisé non seulement des marches de protestation et des assemblées d'étudiants, mais nous sommes également engagés dans des forums au cours desquels nous avons appris à mieux gérer nos émotions.

Le 27 février dernier a débuté le dialogue national entre le gouvernement et l'opposition. Je suis l'une des trois représentantes du mouvement étudiant dans ce dialogue décisif pour le Nicaragua. J'avais peur de ne pas être suffisamment préparée et me sentais stressée. J'ai néanmoins décidé de me faire confiance et de considérer cette opportunité comme un apprentissage.

«CE N'EST PAS AVEC DES ARMES, MAIS AVEC NOS IDÉES, DES MOTS, DU PAPIER ET DE L'ENCRE QUE NOUS VOULONS ÉVEILLER LES CONSCIENCES DES CITOYENS DE CE PAYS.»

Le processus de négociation m'a fait grandir en tant que personne, mais aussi dans mon rôle de leader. Il n'est pas facile de s'exposer à l'opinion publique. Cette expérience pousse à être tolérant, à garder la tête froide et à ne pas baisser les bras dès que la situation se complique. À la table des négociations, j'ai appris à ne pas fuir toute divergence d'opinion, mais à maintenir le dialogue.

J'ai été très surprise de la capacité de résilience des jeunes. Dans les moments difficiles, j'ai senti combien nous pouvions être forts. Ce n'est pas avec des armes, mais avec nos idées, des mots, du papier et de l'encre que nous voulons éveiller les consciences des citoyens de ce pays. Des consciences que la répression étatique ne pourra heureusement jamais atteindre. ■



OFFRIR DE MEILLEURES CHANCES AUX ENFANTS

La crise syrienne n'est pas seulement un drame d'adultes. Elle constitue une tragédie pour des milliers d'enfants qui n'ont plus accès à l'éducation, un droit pourtant fondamental. La Suisse a réhabilité une centaine d'écoles au Liban et en Jordanie pour que les élèves locaux et syriens puissent, ensemble, cultiver la joie d'apprendre.

Texte : Zélie Schaller

Des milliers d'enfants syriens ont fui leur pays pour échapper aux horreurs de la guerre qui déchire leur pays depuis 2011. Ils sont plus de 625 000 à avoir trouvé refuge au Liban et quelque 670 000 en Jordanie. S'ils viennent grossir les bancs des écoles publiques, la moitié d'entre eux n'a, toutefois, pas accès à l'éducation. Les raisons sont multiples: les problèmes de sécurité, les troubles psychologiques liés aux atrocités vécues, le devoir de travailler pour subvenir aux besoins de la famille même si la pratique est interdite, les mariages précoces ainsi que les capacités d'accueil limitées des établissements scolaires.

Pour augmenter celles-ci, la Suisse réhabilite des écoles. De 2012 à fin 2019, 127 établissements – 78 en Jordanie et 49 au Liban – auront fait peau neuve, permettant à quelque 87 000 élèves autochtones et syriens d'apprendre l'arabe, les mathématiques, la géographie et bien d'autres branches dans de meilleures conditions.

Au nord du Liban, des experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ont coordonné les travaux avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. La stratégie de la DDC? «Reconstruire des écoles sûres à 100%. Je fais allusion ici non seulement au contexte de violence qui secoue la région, mais aussi au fait que le nord du Liban est une région régulièrement touchée par

les tremblements de terre. Nous n'engageons pas nos ressources dans un bâtiment dont la structure n'offre pas une résistance sismique suffisante», répond Ueli Salzmann, architecte et conseiller du projet.

Aires de jeux

Une fois le projet de rénovation élaboré, un appel d'offres auprès d'entrepreneurs indigènes a été lancé pour soutenir l'économie locale. Les prestataires retenus ont restauré les systèmes d'assainissement, étanchéifié et repeint les bâtiments. La réfection des portes et des fenêtres ainsi que la réparation des équipements électriques et sanitaires figuraient aussi au programme. De même que la construction de terrains de jeux. Toutes les installations ont été adaptées de façon à faciliter l'accès aux personnes en situation de handicap.

«Nous utilisons du matériel durable et de qualité pour garantir le bon fonctionnement des bâtiments et des infrastructures rénovés et éviter qu'ils ne se détériorent trop rapidement», précise Ueli Salzmann. Et d'ajouter: «Un chef de projet suisse reste sur place pour assurer un suivi régulier des travaux selon des normes très exigeantes. Cette surveillance fait partie intégrante de notre contrôle qualité.»

Enfin, un lieu d'apprentissage digne de ce nom et adapté aux besoins des enfants: l'école primaire Zainab bint Arrasoul dans le district de Sahab, en Jordanie, lors de son ouverture.

© DDC

QUAND L'URGENCE S'ÉTERNISE

Le conflit qui a mis à feu et à sang la Syrie a engendré une crise humanitaire sans précédent. Cette situation s'enlisant, le programme de la DDC dans la région (Syrie, Jordanie, Liban, Irak, Turquie) repose à la fois sur l'aide humanitaire et la coopération au développement. Elle comprend la protection des civils, la migration, l'éducation et le revenu, la promotion de la paix et la prévention des conflits ainsi que la gestion de l'eau. L'objectif est de garantir aux communautés hôtes et réfugiées des conditions de vie sûres, durables et pacifiques. Cette année, la Suisse s'est engagée à soutenir les populations en détresse en Syrie et dans les pays voisins à hauteur de 61 millions de francs.

L'ONG Right to Play organise diverses activités pour les élèves dans les écoles: des cours d'hygiène ou de peinture notamment.

© Right to Play (2)



puissent accueillir les enfants réfugiés, la Suisse a financé l'acquisition de mobilier scolaire. «Dans plusieurs salles, il n'y avait pas de sièges ou de tables pour les élèves. Maintenant, avec ce que nous avons reçu, je peux ouvrir plus de classes», déclare le directeur de l'école de Ramtha, ville jordanienne située non loin de la frontière syrienne.

La moitié des réfugiés syriens sont des enfants. La réhabilitation des écoles vise à offrir des perspectives d'avenir à cette génération et contribue à son intégration: élèves locaux et syriens évoluent côte à côte, ce qui permet d'apaiser les tensions potentielles.

Outre les disciplines classiques et la tolérance, les enfants apprennent à prendre soin de leur école. Avec Right to Play, ONG internationale qui utilise des méthodes d'apprentissage basées sur le jeu pour renforcer le développement des jeunes défavorisés, la DDC a mis sur pied des activités autour de l'hygiène, de la santé et de l'entretien dans des établissements pilotes en Jordanie. Les écoliers ont participé à un concours de la classe la plus propre. Ils ont, de plus, décoré un mur avec l'aide d'un artiste et aménagé un jardin à l'extérieur. ■

«L'école est désormais mieux adaptée aux besoins des enfants, se félicite Khaled Omar, directeur de l'établissement de Beit Ayoub. Les élèves et les enseignants sont conscients que l'hygiène et l'environnement scolaire se sont améliorés: l'eau est propre, les toilettes aussi; il n'y a plus d'humidité dans les salles de classe.»

Adnan Kornoz, directeur de l'école secondaire à Fneidek, se réjouit aussi des nouvelles installations sanitaires:

«C'est la première fois que nous avons suffisamment de toilettes par rapport au nombre d'élèves: quatorze pour 400 élèves. Ces dernières sont séparées pour les garçons et les filles. Dans notre culture, cet aspect est essentiel. Il encourage les parents à scolariser leurs filles.»

Parmi elles, Bushra, jeune Syrienne: «Je suis très heureuse à l'école. C'est si beau, tout est brillant et lumineux!», s'exclame-t-elle. Pour que les classes

D'UN DVD AU « CHILI-CLUB »

L'ONG Access Agriculture produit, avec le soutien de la DDC, des tutoriels vidéo à destination des agriculteurs. Quelque 200 films, dans 76 langues, atteignent des millions de spectateurs à travers le monde.

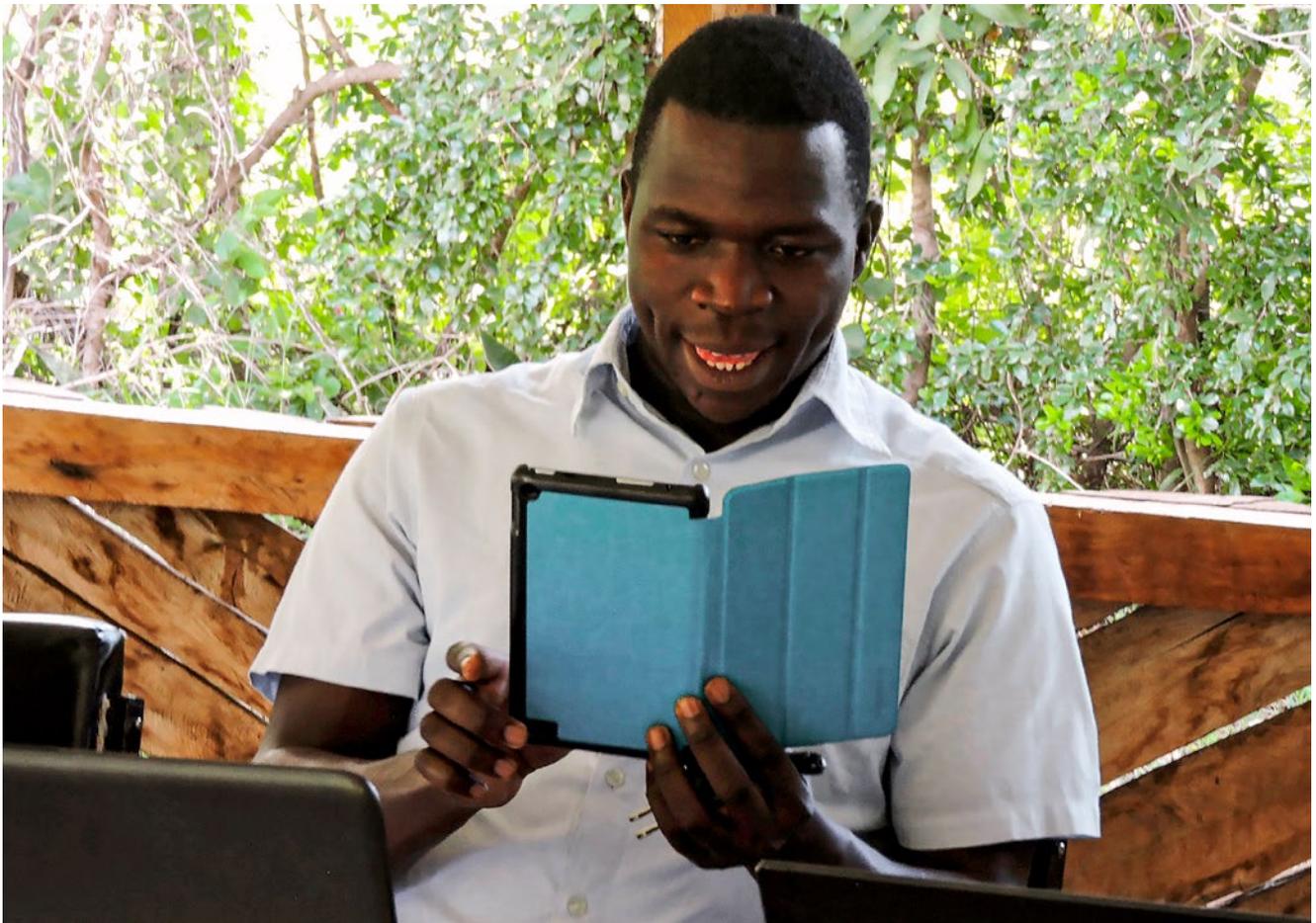
Texte: Christian Zeier

Jusqu'en juin 2015, Lester Mpinda était un maraîcher comme beaucoup d'autres dans le sud du Malawi. Puis, les premiers DVD réalisés par Access Agriculture sont apparus dans son village et ont changé sa vie. Ces tutoriels vidéo portaient sur la culture du riz et du piment dans la langue locale, le chewa. Lester Mpinda possédait un lecteur DVD et son voisin une télévision. Lorsque ce dernier le lui permettait, le maraîcher s'instruisait grâce aux vidéos. Plus il les regardait, plus il apprenait.

Un jour, Lester Mpinda a acheté des piments frais, les a séchés et a planté les graines, selon les instructions de la vidéo. La première récolte lui a rapporté 1,4 dollar le kilo. Le maraîcher a ensuite entendu parler d'une nouvelle sorte de piments, lors d'une rencontre organisée par Access Agriculture, ce qui l'a mené à fonder avec des voisins son propre «Chili-Club». Ensemble, ils ont regardé les tutoriels et continué à se former. La nouvelle variété de piments séchés s'est vendue à 3,50 dollars le kilo,

Un maraîcher du Malawi visionne l'un des tutoriels vidéo d'Access Agriculture sur sa tablette.

© DDC





Lester Mpinda, producteur de piment, a pu améliorer ses revenus grâce aux vidéos.

© Access Agriculture

soit plus du double que la variété habituelle. « Nous avons beaucoup appris et avons pu accroître nos revenus, explique Lester Mpinda. Sans les vidéos, nous n'aurions jamais progressé autant. » Le « Chili-Club » compte aujourd'hui 120 membres.



Ce succès est étroitement lié au travail d'Access Agriculture. Depuis 2012, l'ONG soutient des organisations locales dans la production de vidéos de formation pour encourager l'agriculture durable et aider les petits paysans dans les pays en développement. Intéressant à relever: les films montrent des producteurs du Sud, qui travaillent dans des conditions similaires à celles de leur public cible.

Potentiel énorme

L'ONG a produit plus de 200 films dans 76 langues. Ceux-ci peuvent être téléchargés sur le site de l'organisation. Ils sont également distribués en DVD et disponibles, depuis peu, via une application. Des millions de personnes les ont déjà visionnés: à la maison, lors d'événements ou à la télévision comme en Inde. La Suisse est le principal bailleur de fonds d'Access Agriculture depuis sa création. « Avec relativement peu de ressources, le projet a permis d'atteindre un grand nombre de petits paysans, explique Simon Zbinden, chef suppléant du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC. Et le potentiel de développement reste énorme. » Lester Mpinda abonde. Le maraîcher a déjà vu d'autres vidéos. Il va bientôt se lancer dans la culture de haricots et d'arachides. ■

UN SOUTIEN QUI ARRIVE À ÉCHÉANCE

La DDC investira, d'ici à 2020, quelque huit millions de francs dans le projet. Access Agriculture devra ensuite chercher d'autres bailleurs de fonds ou sources de revenus. « Notre objectif est que les vidéos soient à disposition encore dix ou quinze ans, indique Simon Zbinden, chef suppléant du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC. Il est très difficile de pousser la planification plus loin. »

www.accessagriculture.org

DDC INTERNE

IRAN: AIDE D'URGENCE APRÈS DES INONDATIONS DESTRUCTRICES

(ung) À la mi-mars, des pluies torrentielles se sont abattues sur l'Iran. Elles ont frappé 25 des 31 provinces du pays. La Suisse a offert son assistance aux autorités iraniennes. Elle a envoyé, en deux temps, plus de cinq tonnes de matériel pour garantir l'approvisionnement en eau potable. Les cargaisons comprenaient des modules de distribution d'eau potable, des laboratoires pour contrôler la qualité de l'eau, des kits de désinfection, des pompes ainsi que des générateurs. Des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire ont formé le personnel du Croissant-Rouge iranien à l'utilisation de ces équipements.

Durée du projet: 2019

Volume: 1 million CHF

SAHEL: ZONES HUMIDES SOURCES DE VIE

(get) Les zones humides du Sahel représentent un moyen de subsistance important pour les populations, mais sont soumises à de fortes pressions. En cause: la surexploitation, l'utilisation excessive d'engrais et de pesticides, le réchauffement climatique et une mauvaise gouvernance. Avec, pour conséquences, des conflits sur l'eau et la migration. Pour préserver ces habitats et améliorer la sécurité alimentaire, la DDC cofinance le projet «Safeguarding Wetlands in the Sahel through Ecological Sustainable Water». Quatre organisations – Wetlands International, Caritas Suisse, l'International Water Management Institute et Hydrosolutions Ltd – le mettent en œuvre au Mali et en Éthiopie. Des mesures agrotechniques, institutionnelles et régulatrices sont déployées.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 6 millions CHF

BOSNIE ET HERZÉGOVINE: DES JEUNES ENGAGÉS

(hel) Si les jeunes sont l'un des piliers les plus importants de la société, ils représentent aussi l'un des groupes les plus vulnérables. Et c'est encore plus vrai dans les pays en transition, divisés et exposés aux conflits. En Bosnie et Herzégovine, les jeunes tendent à devenir une génération d'après-guerre frustrée et passive. La complexité et la structure du gouvernement empêchent celui-ci de s'attaquer aux grands problèmes tels que le chômage des jeunes qui atteint près de 40%. La fondation Mozaik, soutenue par la DDC, encourage les jeunes à créer des entreprises et des emplois. Ils doivent devenir acteurs du changement, servir de modèles aux générations futures et jeter les bases de nouvelles valeurs sociales et économiques.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 4.45 millions CHF

MOZAMBIQUE, MALAWI, ZIMBABWE: AIDE D'URGENCE APRÈS LE CYCLONE IDAI

(ung) Le 14 mars 2019, le cyclone Idai a frappé la ville mozambicaine de Beira et ses environs. Ce fut l'une des tempêtes tropicales les plus violentes de ces trente dernières années dans la région. La DDC a détaché des experts du Corps suisse d'aide humanitaire et vingt tonnes de matériel de secours. Son action porte sur le traitement et la distribution d'eau potable ainsi que sur la désinfection de sources existantes. Le Malawi et le Zimbabwe souffrent de pénuries alimentaires en raison du cyclone. La Suisse a ainsi versé un million de francs au Programme alimentaire mondial.

Durée du projet: 2019

Volume: 2 millions CHF

AFRIQUE: NUTRIMENTS RECYCLÉS

(get) L'infrastructure sanitaire des pays à faible revenu n'a souvent pas suivi l'urbanisation galopante. Pour la développer dans quatre villes africaines, le projet de recherche RUNRES de l'EPFZ, en collaboration avec l'Institut international d'agriculture tropicale, les autorités locales et le secteur privé, met au point des solutions techniques et logistiques. Il est soutenu par la DDC. Les micronutriments provenant d'aliments produits à la campagne et consommés en ville peuvent être recyclés à partir des eaux usées et des déchets municipaux. Ils sont ensuite renvoyés dans les zones de culture comme compost et combustible végétal. Ainsi, le système alimentaire participe à une économie cyclique rurale-urbaine et des emplois sont créés.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 4.75 millions CHF

AFRIQUE: UNE JEUNESSE PARTICIPATIVE

(wla) L'Afrique abrite la population la plus jeune de la planète: quelque 65% de ses habitants ont moins de 35 ans. Malgré leur nombre, les jeunes sont souvent exclus des processus de prises de décision. Ils sont gravement touchés par le chômage. Dans des contextes potentiellement conflictuels, cette situation peut favoriser l'instabilité et la violence. Appuyer les jeunes est essentiel pour la paix et la prospérité mondiale. La Suisse soutient un projet qui les encourage à participer à la gouvernance démocratique et au développement socio-économique dans les pays membres de l'Union africaine et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, y compris la Tanzanie et le Mozambique.

Durée du projet: 2019-2021

Volume: 1 million CHF



GÉO-INGÉNIERIE : DANGER OU ULTIME ESPOIR ?

Alors que les pays en développement sont les moins responsables du changement climatique, ils sont les plus menacés par ses effets. Pour eux, la géo-ingénierie pourrait être salutaire. Ou fatale.

Texte : Christian Zeier

L'idée paraît aussi simple qu'alléchante. Si l'humanité persiste à favoriser le réchauffement de la planète, ne pourrait-elle pas aussi intervenir et l'atténuer ? Les modèles ne manquent pas : des fusées propulseraient dans l'espace des particules de soufre réfléchissantes pour neutraliser une partie de l'énergie solaire ; une fertilisation des océans stimulerait le plancton et l'absorption de CO₂ ; des arbres artificiels filtreraient le carbone de l'atmosphère. On appelle géo-ingénierie ce type de mesures techniques à grande échelle dans le système climatique.

Irréalistes et dangereuses : longtemps, ces idées ont été assimilées à de la science-fiction. Mais l'urgence se fait pressante. Les émissions de gaz à effet de serre augmentent et de tels modèles sont envisagés de plus en plus sérieusement comme options de politique climatique. Dans un rapport spécial publié fin 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) évoque un plan B. Les mesures conventionnelles de lutte contre le réchauffement ne suffiraient pas pour atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat. Le plan A, qui vise à prévenir la production de gaz à effet de serre, devrait s'accompagner d'interventions technologiques sur l'environnement pour atténuer le changement climatique.

On distingue deux catégories de mesures : les unes agissent sur le rayonne-

ment solaire pour rafraîchir l'atmosphère près de la surface de la Terre (Solar Radiation Management, SRM) et les autres consistent à retirer le CO₂ de l'atmosphère et à le stocker durablement (Carbon Dioxide Removal, CDR). Pour chaque catégorie, diverses approches, avec des degrés de complexité et d'élaboration très variés (voir encadré). La mise en œuvre de telles technologies pour freiner le réchauffement de la planète profiterait tout particulièrement aux pays en développement. Moins responsables du changement climatique, ils sont pourtant les plus touchés par ses conséquences. Mais, jusqu'ici, la plupart des mesures de géo-ingénierie n'ont pas dépassé le stade expérimental. À l'exception du reboisement massif, elles n'ont pas été mises en œuvre à large échelle.

Possible, mais incertain

C'est principalement en raison de cette incertitude quant à leurs effets que de nombreuses formes de géo-ingénierie sont fortement controversées. En mars dernier, la Suisse a soumis à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, à Nairobi, un projet de résolution dans lequel l'ONU était appelée à rédiger un rapport sur la géo-ingénierie. Les différentes techniques devaient y être clairement définies, ainsi que leurs avantages et leurs risques. Faute de soutien, le projet a dû être retiré.

TECHNIQUES EXTRAVAGANTES

Parmi les mesures CDR, on compte tant des interventions simples, comme le reboisement massif, que des procédés plus complexes, tel que le BECCS qui consiste à brûler de la biomasse pour en retirer de l'énergie, tout en capturant le CO₂ généré pour le stocker dans le sol. Les mesures SRM sont, par exemple, l'utilisation de toits blancs sur de vastes surfaces, l'installation de miroirs dans l'espace, l'injection dans la stratosphère de particules bloquant la lumière solaire. Selon l'analyse technique la plus détaillée jusqu'ici, cette dernière mesure serait « techniquement possible et étonnamment peu coûteuse », soulignent des chercheurs de Harvard. D'après leurs calculs, il suffirait d'investir chaque année entre 2 et 2,5 milliards de dollars sur quinze ans pour perdre 1,5 degré Celsius. Le procédé serait néanmoins « très incertain et ambitieux ».

Après l'éruption du volcan Pinatubo aux Philippines, le nuage de cendres réfléchit la lumière du soleil et réduit ainsi l'effet de serre. Des chercheurs, dans le domaine de la géo-ingénierie, veulent atteindre cet objectif en injectant des particules qui bloquent le soleil dans la stratosphère.

© Reporters/laif

L'opposition émanait d'abord de pays qu'une réflexion approfondie et publique sur la géo-ingénierie n'intéresse pas, soit qu'ils nient la responsabilité humaine dans le changement climatique, soit qu'ils veuillent avoir les coudées franches pour élaborer leurs propres techniques. D'autres souhaitent tout simplement une interdiction générale de la géo-ingénierie, en premier lieu la Fondation Heinrich Böll et l'organisation internationale et écologiste ETC Group.

Peur d'inégalités croissantes

En collaboration avec des organisations de la société civile de cinq continents, ETC Group a publié un manifeste demandant, entre autres, l'interdiction des tests de géo-ingénierie in situ ainsi que le gel de tous les projets CDR et SRM. «Les effets inattendus sont susceptibles d'être très lourds et irréversibles, en particulier pour les pays du Sud», peut-on y lire. La géo-ingénierie interviendrait dans des systèmes complexes et encore mal compris. Ces opérations pourraient mal tourner pour de nombreuses raisons. Pour en tester les conséquences de manière fiable, les mesures doivent être déployées à large échelle, dans un laps de temps très long. Il ne s'agirait plus, alors, d'une simple expérience.

Il y aurait, par ailleurs, un risque réel que de telles opérations renforcent les inégalités dans le monde au lieu de les réduire. Les pays riches et les grands groupes «sont ceux qui disposent des budgets et de la technologie nécessaires pour pirater et saccager la planète», martèlent les auteurs du manifeste. Les conséquences négatives frapperaient principalement les pays pauvres. Ainsi, des mesures à grande échelle favoriseraient l'exclusion. Les manipulations sur le rayonnement solaire perturberaient les moussons, réduiraient la biodiversité et intensifieraient les sécheresses.

Les partisans de la géo-ingénierie estiment que les répercussions négatives

telles que des températures ou des précipitations extrêmes pourraient, dans une large mesure, être évitées. Dans une étude récemment publiée par l'Université de Harvard, les chercheurs Peter Irvine et David Keith arrivent à la conclusion que des versions plus modérées d'injection de particules dans la stratosphère pour voiler le soleil seraient réalisables. Selon David Keith, qui mène lui-même des expériences en géo-ingénierie, une mise en œuvre lente et graduelle permettrait une observation précise des modifications et, partant, une réaction rapide en cas d'effets indésirables.

Une fois de plus, le gros problème du débat se fait jour: les modèles et les expériences sont là, mais leur validité est limitée. Il n'existe pas de conclusions étayées quant aux effets des méthodes de géo-ingénierie. «Nous devons trouver comment associer aux décisions ceux qui auront peut-être à en subir les conséquences», résume l'économiste mexicain Octavio Rosas Landa, représentant d'ETC. «Certaines technologies de géo-ingénierie pourraient avoir un impact mondial», soulignait Franz Perez, ambassadeur suisse de l'environnement, face aux médias. «Nous demandons un dialogue international pour mieux comprendre les risques ainsi que les atouts de ces méthodes et évaluer la nécessité d'une autorité de surveillance.»

Des efforts restent indispensables

Andrew Norton, directeur de l'Institut international pour l'environnement et le développement à Londres, appelle aussi au dialogue. Aucune des technologies évoquées n'aura les mêmes répercussions sur les pays pauvres ou riches, estime-t-il. Que les pays en développement aient leur mot à dire sur la régulation et les orientations de la recherche est donc important. Le fait que la quasi-totalité des modèles proposés pour atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius (défini par l'Accord de Paris sur

le climat) attribue déjà un rôle décisif à la géo-ingénierie montre bien l'urgence du débat.

Selon l'expert, ce principe d'espoir constitue l'un des principaux dangers de la géo-ingénierie: «Nous focaliser sur d'hypothétiques solutions pourrait nous détourner des mesures, urgentes et indispensables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre.» Une prise de position officielle de l'Agence fédérale allemande pour l'environnement le formule ainsi: «La géo-ingénierie pourrait entraîner un changement de paradigme: la remise en cause du consensus selon lequel des mesures permettant de réduire ces émissions sont absolument nécessaires.» Si ces interventions n'obtenaient pas les résultats escomptés, les gaz à effet de serre continueraient à modifier le climat. «Les générations à venir auraient alors à assumer des conséquences que nous ne connaissons pas.» ■

DEGRÉS D'URGENCE ET OBJECTIFS

Quand on parle de limiter le réchauffement climatique, il est souvent question d'un objectif de 1,5 ou 2 degrés Celsius. Dans les deux cas, il s'agit d'une limitation de l'augmentation de la température moyenne de la planète par rapport aux niveaux préindustriels. L'objectif de 2 degrés émane d'une proposition de l'Union européenne en 1996, reprise par l'accord adopté par l'ONU après la Conférence sur le climat de Paris en 2015. Un rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat conclut, toutefois, en 2018 qu'un réchauffement moyen de 1,5 degré entraînerait déjà des bouleversements inéluctables pour le climat. L'objectif ambitieux de 1,5 degré supposerait la neutralité carbone au niveau mondial d'ici à 2050. À partir de cette date, la quantité de CO₂ dans l'atmosphère ne devrait donc plus augmenter.

UN TOURISME DURABLE ET RESPONSABLE, EST-CE POSSIBLE ?

Des millions de voyageurs sillonnent, chaque année, les quatre coins de la planète. Avec des retombées très diverses sur l'environnement et les populations locales. Le tourisme durable et responsable contribue-t-il à réduire la pauvreté et à préserver les ressources naturelles ? Ou est-ce un leurre ?

Texte : Zélie Schaller

Écotourisme sur le volcan Arenal, au Costa Rica: victime de son succès, ce petit pays d'Amérique centrale peine à faire face au flot de visiteurs.

© Eisermann/laif

Avez-vous passé d'agréables vacances estivales ? Qu'avez-vous fait : lézardé sur une plage en Thaïlande, donné un coup de main dans une institution qui accueille des enfants sourds à Madagascar ou parcouru de long en large le Parc national suisse, en Engadine ? Il existe presque autant de formes de tourisme que de voyageurs et de professionnels.

L'une d'elles a émergé voici plus de vingt ans : le tourisme durable. Celui-ci se définit comme une activité « qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, tout en répondant aux besoins des visiteurs, de l'industrie, de l'environnement et des communautés d'accueil », selon l'Organisation mon-



diale du tourisme et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Ce concept est-il un phénomène de mode visant à donner bonne conscience aux vacanciers occidentaux aisés ou un équilibre entre demandes touristiques et besoins locaux s'avère-t-il possible? Le tourisme durable aide-t-il à enrayer la pauvreté et à préserver l'environnement?

Le tourisme est un secteur clé, représentant quelque 10% du produit intérieur brut mondial. Dans de nombreux pays en développement, il constitue l'une des industries d'exportation les plus importantes, présentant un fort potentiel de création d'emplois. «Avec un impact direct, indirect et induit sur le reste de l'économie, il est un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté», affirme le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Responsable de la politique

COMMENT VOYAGER DE MANIÈRE DURABLE

Si les professionnels doivent se montrer toujours plus responsables, les vacanciers également. «Voyage signifie mobilité et donc émissions de CO₂», note Christine Plüss, directrice de l'association fair unterwegs - arbeitskreis tourismus und entwicklung (groupe de travail tourisme et développement). Ce centre de compétence recommande de réduire les déplacements en avion. Christine Plüss conseille aux voyageurs de «ne prendre celui-ci que tous les quatre ans et de rester plus longtemps sur place». L'association genevoise Tourism for Help invite, pour sa part, les touristes à «adopter les codes des populations rencontrées. La manière dont on se comporte peut affecter la vie et le quotidien des autochtones. Et, de ce fait, attiser convoitise et jalousie», prévient sa directrice Isabelle Lejeune. Autres principes de base à respecter : ne laisser aucun déchet derrière soi, acheter local, économiser l'eau et respecter les règlements.

touristique suisse, cet organe mène des projets de tourisme durable également dans les pays partenaires de la coopération économique helvétique.

Impact environnemental

En Indonésie, les activités ont débuté sur l'île de Florès avant de s'étendre au pays Toraja, au parc national Tanjung Puting et aux îles Wakatobi. Le bilan est positif, selon Martina Locher, chargée de programmes au Seco: «Des emplois ont été créés et les moyens de subsistance de la population locale se sont accrus. Les quatre destinations ont enregistré une hausse moyenne de 65% des arrivées et de près de 60% des dépenses touristiques entre 2014 et 2018.» Reste que cet afflux de touristes a un impact sur l'environnement. N'entraîne-t-il pas une surconsommation de l'eau, de l'énergie et de la biodiversité notamment? «L'amélioration des conditions de vie générée par le tourisme permet aux gens de prendre conscience de l'importance des ressources naturelles (poissons, forêts, montagnes). Lorsque la nature et la culture locales sont valorisées, locaux et touristes préservent ces atouts», répond Martina Locher.

D'après la DDC aussi, promotion du tourisme et préservation de l'environnement ne sont pas incompatibles. Au Kosovo, la Suisse a soutenu le développement d'une nouvelle attraction pour stimuler le secteur touristique et réduire le chômage: la «Radavci cave» à Pejë, ville située à l'ouest du pays. L'accessibilité de la grotte a été adaptée de manière à ne pas endommager celle-ci. Le système d'éclairage est spécifiquement conçu pour ne pas perturber les colonies de chauves-souris qui y vivent. Un système de collecte des déchets a été mis en place et les déchets plastiques sont recyclés en matière première (granulés plastiques).

Des difficultés émergent néanmoins. Même au Costa Rica, destination écotouristique par excellence, des dérives apparaissent. Victime de son succès, le

petit pays d'Amérique centrale doit gérer une fréquentation massive et tempérer les ardeurs des entreprises. Certaines souhaitent s'implanter dans des lieux possédant une biodiversité unique pour y pratiquer l'écotourisme, mais nouvelles infrastructures et simple présence humaine nuisent à la faune. Certaines raies, par exemple, développent des signes de stress au contact des humains. De manière générale, «il faut déterminer une limite maximale du nombre de visiteurs avec les communautés locales et le type de touristes que celles-ci souhaitent attirer», indique Veronika Schanderl, experte en tourisme chez Swisscontact, qui met en œuvre des projets du Seco et de la DDC.

«Des villes et même des hôtels commencent à limiter leur nombre de clients pour privilégier la qualité et non la quantité, car toute logique de croissance s'oppose à la durabilité, souligne Christine Plüss, directrice de l'association fair unterwegs - arbeitskreis tourismus und entwicklung (groupe de travail tourisme et développement), sise à Bâle. Il y a toujours plus d'acteurs qui vont dans ce sens, mais toujours trop peu.» Ce centre de compétence encourage les établissements à intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Il exige des salaires équitables, le secteur faisant souvent appel à une main-d'œuvre bon marché, non qualifiée. De surcroît, la majeure partie des employés sont des femmes (60%), percevant un salaire inférieur de 15% à celui des hommes pour un travail égal, relève Christine Plüss.

L'association demande aussi aux gérants de tenir compte des communautés locales, en privilégiant les produits indigènes. Mais l'essor du tourisme, même durable, peut-il profiter à tous, sans recompositions sociales? «Tout développement apporte un changement. L'objectif de Swisscontact est d'accompagner le changement dans l'intérêt de la population et de l'environnement. Ce processus requiert du temps, de la sensibilité et de l'empathie», conclut Veronika Schanderl. ■

Carte blanche

SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT, À CERTAINES CONDITIONS

Dans le domaine de l'aide au développement, le soutien à l'entrepreneuriat semble retenir l'attention. Il y a dix ans, l'appui à la création d'entreprises était pratiquement inexistant au Rwanda. Depuis, la situation a rapidement évolué. Presque tous les principaux pays donateurs, ainsi que des bailleurs de fonds privés tels que la fondation Mastercard, soutiennent l'entrepreneuriat. Une pléthore d'organisations offrent un large éventail de services. Lesquels portent sur des formations destinées aux étudiants universitaires souhaitant fonder une start-up, des conseils spécialisés d'experts internationaux ou encore des programmes de parrainage



ALICE NKULIKIYINKA vit à Kigali. Elle est responsable des programmes du Business Professionals Network, une fondation suisse active dans la promotion des PME dans les pays en développement. Avant de retourner au Rwanda, elle a travaillé en Suisse auprès d'établissements bancaires renommés. En tant que directrice de projet, gestionnaire de produit ou responsable d'équipe, elle a dirigé des équipes internationales à Zurich, à Londres et à New York notamment et piloté des projets à Hongkong et à Singapour. Alice Nkulikiyinka est détentriche d'un Master ès Sciences en économie et informatique de l'Université de sciences appliquées de Worms (Allemagne) ainsi que d'un Master ès Sciences en gestion de l'information de l'Université de Constance (Allemagne).

visant à transformer des entreprises prometteuses en acteurs industriels importants.

«IL EST ESSENTIEL DE PRENDRE EN COMPTE LES CONTEXTES CULTURELS ET HISTORIQUES SPÉCIFIQUES.»

Cet appui accélère la transition de l'aide humanitaire vers un nouveau modèle de collaboration internationale, axé sur un impact à long terme. Son intérêt est évident. Il permet aux gens de s'en sortir par eux-mêmes, contribuant ainsi à l'autonomie des pays. Attention, toutefois, à ne pas tomber dans le piège qui consiste à croire que nous avons découvert la formule magique d'une aide au développement à succès.

Les solutions macroéconomiques ne peuvent être appliquées telles quelles au niveau microéconomique. Comme l'indique la CNUCED dans son rapport intitulé *Entrepreneurship Policy Framework and Implementation Guidance report* et publié en 2012, «les <donateurs> travaillent avec des concepts très abstraits (...), considèrent le secteur privé des pays en développement comme une page blanche et se concentrent principalement sur les conditions préalables au niveau macro». Il est essentiel de prendre en compte les contextes culturels et historiques spécifiques.

Autre obstacle: chaque entrepreneur en herbe ne peut se muer en acteur économique important. S'imaginer que chacun d'entre nous est capable de de-

venir entrepreneur relève de la naïveté. Aucun système d'aide ne peut insuffler à un entrepreneur la détermination de résoudre des problèmes sans compter ses efforts. Or, ce sont souvent les personnes qui espèrent pouvoir s'appuyer sur d'autres pour régler les problèmes de leur entreprise qui sont les plus intéressées par le soutien à l'entrepreneuriat. Elles assistent à tous les programmes possibles pour obtenir du matériel gratuit ou des prêts subventionnés. L'aide au développement peut maintenir ces entreprises à flot pendant un certain temps, mais pas sur le long terme, car leurs patrons passent plus de temps à l'extérieur qu'à l'intérieur de leur société.

Toutes les parties en profitent à court terme: les entrepreneurs obtiennent de l'aide, les donateurs peuvent démontrer le succès de leurs services et les gouvernements ont l'impression qu'un effort substantiel est investi dans ce secteur important. Ces écueils peuvent naturellement être évités. Permettez-moi de partager certains principes clés en matière de soutien à l'entrepreneuriat: 1. sélectionner avec soin des entrepreneurs qui présentent un réel potentiel de croissance; 2. fournir non seulement un soutien technique, mais également psychologique; 3. mesurer le succès en évaluant la capacité de l'entrepreneur à générer et à augmenter ses revenus.

L'entrepreneuriat est en pleine expansion au Rwanda. De nombreux jeunes créent leur société et font une différence dans la vie quotidienne des Rwandais. Assurons-nous de mettre sur pied des programmes de soutien qui mettent les entrepreneurs au défi plutôt que de les choyer et de les rendre dépendants. ■

DES JEUNES CRÉATIFS: LE POTENTIEL DE L'AFRIQUE



1

(bf) Photographe suisse, Flurina Rothenberger a grandi en Côte d'Ivoire et reçu de nombreux prix. Son thème favori: les jeunes. Parallèlement à son activité d'enseignante en Suisse et en Afrique du Sud, elle produit, depuis plusieurs années, une revue vendue dans le monde entier, *NICE*. Celle-ci présente les travaux de la jeune génération africaine en matière de photographie, de graphisme et d'écriture. « L'idée: d'une part, mettre en lumière la créativité des jeunes Africains et, d'autre part, broser le portrait d'un lieu »,

commente la photographe de 42 ans. Un processus d'élaboration, en collaboration avec des talents émergents locaux, unique à ce jour. Le projet est soutenu par l'association Klaym. Cette dernière, cofondée par Flurina Rothenberger, propose aux jeunes artistes des programmes de formation sur le lieu de production choisi, sous forme d'ateliers (photographie, écriture, sérigraphie, graphisme, blogs et films). C'est au cours de ces sessions de trois à six mois que le magazine prend forme, présentant perspectives,

styles et récits de ces jeunes Africains dans une approche transnationale. Le premier numéro a vu le jour en 2016 à Pemba (Mozambique), le deuxième en 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Le troisième est paru en juillet dernier, avec des récits en provenance de Katilehong, township situé à l'est de Johannesburg (Afrique du Sud).

*Informations et commande du magazine NICE: www.klaym.org
Instagram: @thenicemagazine*



2



3



4



5



6



7

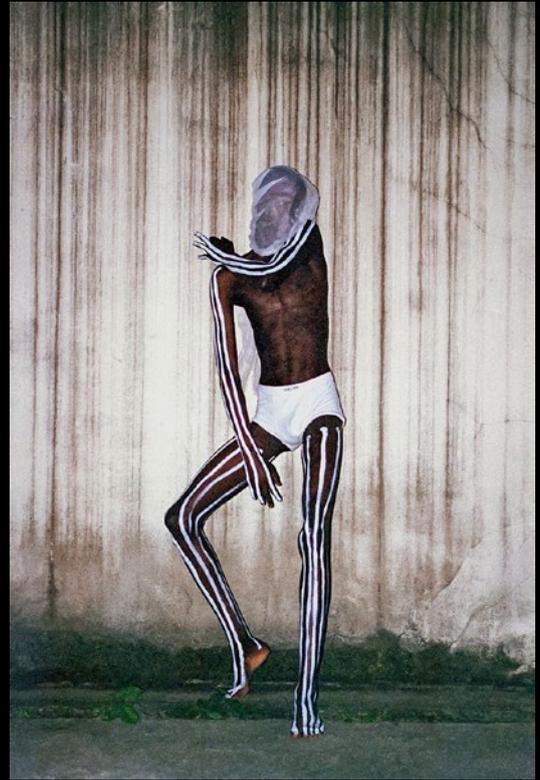
1 Célia Fumo, Mozambique, 2016 / Flurina Rothenberger; **2** Macho Rapper & the Power Ranger Gym, Ghana, 2010 / Flurina Rothenberger; **3** Benedicta Tweneboah, Ghana, 2010 / Flurina Rothenberger; **4** Thiaroye, Sénégal, 2012 / Flurina Rothenberger; **5** Kuito, Angola, 2014 / Flurina Rothenberger; **6** Couverture *NICE* No 3, Kathlehong, Afrique du Sud, 2019 / Ketumile Meso & Hloni Matjila; **7/8** Making-of *NICE* No 3, Kathlehong, Afrique du Sud, 2019; **9** Abo mahlalela, Afrique du Sud, 2019 / Phindile Thengeni & Hloni Matjila; **10** Miria, iyé i yèrè gniniga, Côte d'Ivoire, 2017 / Kader Diaby; **11** Sakhile, Afrique du Sud, 2019 / Sibusiso Ndlandla.

8





9



10



11



UNE VIE IMPRESSIONNANTE, UN FILM EXTRAORDINAIRE

(drd) Dans un hameau niché au cœur d'un paysage idyllique et montagneux du nord de la Macédoine, Hatidze Muratova vit seule avec sa mère malade et âgée. Si elle gagne sa vie en vendant du miel sauvage, elle s'est toutefois fixé un principe d'harmonie avec la nature: prendre la moitié du miel et laisser la seconde aux abeilles. Lorsqu'un jour une famille nombreuse arrive au village et commence à exploiter les ruches à grande échelle, ce paisible équilibre est rompu. *Honeyland*, puissant documentaire de Tamara Kotevska et de Ljubomir Stefanov, est né d'un projet mené par la DDC. Hatidze a été découverte dans le cadre du Programme de conservation de la nature, qui promeut la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles. L'équipe de tournage a suivi la jeune femme pendant trois ans. Primé par plusieurs festivals, le film sera projeté cet automne dans quelques cinémas suisses.

<https://honeyland.earth/>

FILM

NOURRIR LES VILLES DE DEMAIN, UN ÉNORME DÉFI

(dg) Comment un nombre croissant de personnes pourra-t-il à l'avenir, malgré l'urbanisation et la hausse du niveau de vie, bénéficier d'un approvisionnement suffisant en nourriture? Ce film apporte un éclairage sur la question, à l'échelle à la fois locale et mondiale. Deux conceptions diamétralement opposées s'affrontent: d'un côté, une production alimentaire industrielle centralisée à proximité des villes avec des serres et des stations d'élevage intensif et, de l'autre, des cultures biologiques et des circuits économiques régionaux. Ces positions sont représentées respectivement par l'expert pour les systèmes d'agriculture industrielle hollandais Peter Smeets et par l'agriculteur biologique et agronome allemand Felix zu Löwenstein. Les entreprises et les modèles pris comme exemples sont donc hollandais et allemands. Le film aborde aussi un modèle d'agriculture contrac-

tuelle en Inde ainsi qu'un groupe pratiquant l'agriculture urbaine à Berlin. Nourrir les villes - un enjeu pour demain, *documentaire de Irja Marten, Allemagne 2013/2018, 32 min. (version courte), dès 16 ans; disponible sur le DVD Un menu pour l'avenir et en ligne (VOD), www.education21.ch/fr/films*

MUSIQUE

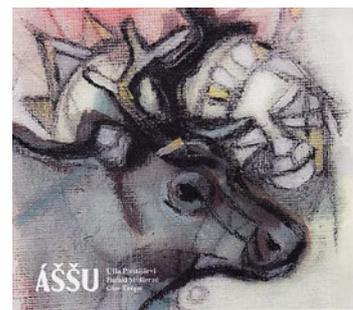
ÉMOUVANTES HARMONIES



(er) Elles racontent des histoires oubliées, tues ou refoulées à propos de l'esclavage, de la discrimination, des abus et des viols

vécus par leurs ancêtres noires. Les quatre merveilleuses chanteuses du groupe Our Native Daughters interprètent ces récits avec poésie mais sans équivoque, témoignant de l'art de vivre des femmes afro-américaines. Leurs voix expressives incarnent admirablement différents styles: le blues, la country, le cajun, le bluegrass ou le folk. En plus du violoncelle et de la vièle, Rhiannon Giddens, Leyla McCalla, Allison Russell et Amythyst Kiah jouent ici des instruments traditionnellement pratiqués par les musiciens blancs du bluegrass, qui s'inspire du banjo des esclaves. Trois musiciens les accompagnent avec beaucoup de sensibilité. Résultat: un superbe CD, accompagné d'un livret instructif, réunissant événements effroyables et mélodies harmonieuses. *Our Native Daughters, Songs of Our Native Daughters (Smithsonian Folkways/Galileo Music Communication)*

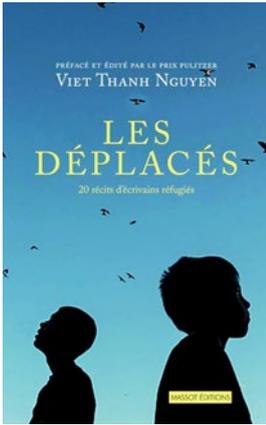
ATTACHEMENT À LA TERRE FINLANDAISE



(er) Les sons gutturaux de syllabes, de mots ou de courtes phrases emplissent les oreilles. Les mélodies sont portées par des instruments à cordes et soutenues par les rythmes doucement entraînants des percussions. Toute l'intensité et la sensibilité du joik, le chant traditionnel du peuple autochtone saami en Laponie, se retrouve dans les morceaux d'Ulla Pirttijärvi. La chanteuse finlandaise est magnifiquement accompagnée des musiciens virtuoses Olav Torget et Harald Skullerud. À 47 ans, elle chante son quotidien, ses impressions sensorielles ainsi que ses sentiments amoureux. Elle raconte les paysages, les villages, les êtres qui lui sont proches et ses ancêtres, parmi lesquels son arrière-grand-père qui possédait des rennes. Ses titres sont à la fois vifs et calmes. Ce sont des fragments de vie qui témoignent de son attachement à sa terre. Son nouvel album *Áššu* (braise), avec des chants diphoniques et des rythmes denses, offre une expérience acoustique fascinante. *Áššu, Áššu (Nordic Notes/Broken Silence)*

LIVRES

DES ÉCRIVAINS RELATENT LEUR VIE DE RÉFUGIÉS



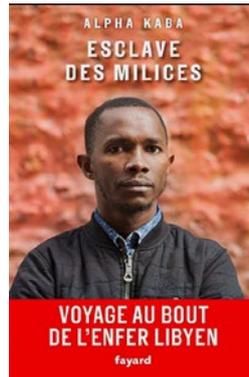
(zs) Chilien, iranien, ukrainien, afghan, éthiopien ou vietnamien d'origine, des écrivains racontent leur exil. Tous ont dû trouver refuge dans un pays étranger, à un moment de leur vie. Ils ont fui la guerre, la misère, les travaux forcés ou l'épuration ethnique, avant d'être confrontés au rejet et à la perte d'identité. Socialement intégrés et professionnellement reconnus, ils s'interrogent aujourd'hui sur la manière de narrer l'indicible et le devoir de mémoire. L'ouvrage est préfacé et édité par le prix Pulitzer Viet Thanh Nguyen. Né au Vietnam en 1971, l'auteur du roman *Le Sympathisant* a quitté son pays quatre ans plus tard, après la chute de Saïgon, pour s'installer aux États-Unis avec sa famille. Parmi les témoignages recueillis, citons ceux de l'Argentino-Chilien Ariel Dorfman, de la Pakistanaise Fatima Bhutto ou de la Zimbabwéenne Novuyo Rosa Tshuma. Selon cette dernière, « la seule chance d'échapper au risque latent d'être réduit à une simple forme de vie biologique par la puissance souveraine de notre pays d'accueil est de chercher inlassablement à devenir exceptionnel. » Viet Thanh Nguyen, *Les Déplacés*: vingt récits d'écrivains réfugiés, Massot Éditions, Paris, 2019

UNE FRAGILE HUMANITÉ

(zs) Novembre 1996, à la frontière du Zaïre et du Rwanda. Des milliers de réfugiés fuient les massacres entre Tutsis et Hutus. Parmi ces derniers, un jeune garçon en route vers son village avec son père. La faim le tarade, mais il faut poursuivre la marche. De son côté, Claudine, une jeune humanitaire, doit retrouver les enfants perdus pour les ramener à leur famille. Elle est une Bazungu, terme qui désigne les Blancs, mais également « ceux qui errent ». Dans le chaos ambiant, elle se sent

impuissante. Les ONG sont instrumentalisées par des milices sanguinaires. Malgré les circonstances, ces deux âmes innocentes tentent de garder espoir. Le récit les fera se rencontrer. Inspiré de faits réels, il évoque la fragile humanité qui subsiste dans un conflit. L'auteure a travaillé pour différentes ONG (Médecins du Monde, Care, Save the Children) avant de rejoindre l'Unicef. *Bazungu* est son premier roman. Cécile Desmoulin, *Bazungu*, Robert Laffont, Paris, 2019

RESCAPÉ DE L'ENFER LIBYEN



(zs) Menacé de mort, le journaliste radio Alpha Kaba a dû fuir sa Guinée natale en 2013. L'une de ses émissions politiques est jugée trop critique. La station est sacquée. Alpha Kaba n'a d'autre choix que de quitter les siens et de reconstruire sa vie ailleurs. Il traverse cinq États, avant d'atterrir en Lybie. Il espérait rejoindre l'Europe, mais son parcours s'arrête là: il est capturé par une milice, puis « vendu pour une bouchée de pain ». Dans un ouvrage poignant, ce survivant raconte son calvaire: le marché aux esclaves, les journées de labeur interminables, les violences abominables. Réfugié en France depuis fin 2016, il témoigne pour « faire savoir à tous ce qui se déroule là, à une mer à peine de la métropole. Pour que plus personne, jamais, ne puisse détourner le regard. » Alpha Kaba, *Esclave des milices, voyage au bout de l'enfer libyen*, Éditions Fayard, Paris, 2019

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

Éditeur
Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction
Manuel Sager (responsable), George Farago (coordination), Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

Rédaction
Beat Felber (bf, production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Réalisation, Photolitho et impression
Stämpfli SA, Berne

Reproduction
Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@eda.admin.ch
Tél. 058 462 44 12
Internet: www.deza.admin.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47 400

Couverture: Trafic matinal sur le fleuve Niger en direction de la « rive gauche », au nord de Bamako, où se concentrent 90 % des infrastructures urbaines. © Samuel Schlaefli

ISSN 1661-1675

COUP DE CŒUR



Faire rayonner le Congo

Jean-Philippe Kalonji, établi à Genève, est bédéiste et peintre. Son œuvre *Musu's diary*, réalisée l'an passé avec l'ONG Civitas Maxima, illustre la résilience des Libériens après deux guerres civiles. Sa prochaine BD mettra en lumière le Congo.

Citoyen suisse d'origine congolaise, je renoue avec mes racines alors que je suis devenu père. Je souhaite montrer à ma fille et aux lecteurs la beauté du Congo dans mon prochain ouvrage qui se présentera sous la forme d'un carnet de voyage illustré. Les clichés ont la vie dure. L'image du petit garçon noir qui mange son bol de riz avec des mouches lui tournant autour est dépassée. Il faut dépoussiérer les stéréotypes coloniaux. Aujourd'hui, la jeunesse africaine s'éclate dans les boîtes de nuit et joue au basket! Pour mieux connaître la culture congolaise, je me plonge actuellement dans les secrets de ma famille et pose un regard ethnographique sur nos rencontres (anniversaires, mariages, veillées funèbres). Avant cela, j'ai dévoré le livre *Congo, Kinshasa aller-retour* de Colette Braeckman qui dépeint notamment le courage et la folle énergie des femmes. Un récit à découvrir absolument!

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

« Avant, notre esprit associait tout naturellement
urbanisation et réduction de la pauvreté.
Mais, au Mali, la pauvreté augmente en dépit
de l'urbanisation. »

Zié Coulibaly, page 8

« J'ai été très surprise de la capacité de
résilience des jeunes. Dans les moments difficiles,
j'ai senti combien nous pouvions être forts. »

Maria Alejandra Centeno, page 25

« Les élèves et les enseignants sont conscients
que l'hygiène et l'environnement scolaire se sont
améliorés : l'eau est propre, les toilettes aussi ;
il n'y a plus d'humidité dans les salles de classe. »

Khaled Omar, page 28
